



RAPPORT DE GESTION

EXERCICE
2015

&

PERSPECTIVES
2016

Copie certifiée conforme par le
Directeur Général de Treize Développement

Philippe de MARQUEISSAC

CONSEIL D'ADMINISTRATION N°32

SOMMAIRE

I - VIE SOCIALE	Page 3
A – CONSEILS D'ADMINISTRATION & ASSEMBLEE GENERALE	Page 4
B – RENOUELEMENT DES MANDATS DES ADMINISTRATEURS	Page 6
C – CAPITAL DE LA SOCIETE	Page 8
D – MOUVEMENT DU PERSONNEL	Page 9
E – DELIBERATIONS ET DECISIONS DU CONSEIL DEPARTEMENTAL 13	Page 10
F – DELIBERATIONS ET DECISIONS DES AUTRES DONNEURS D'ORDRE	Page 13
II - ACTIVITES DE LA SOCIETE EN 2015	Page 18
A – LES CONVENTIONS DE MANDAT	Page 19
B – LA CONVENTIONS PUBLIQUE D'AMENAGEMENT	Page 21
C – LES CONDUITES D'OPERATIONS	Page 23
D – LES ETUDES & AMO ENVIRONNEMENT	Page 24
III - ENGAGEMENTS FINANCIERS SUR OPERATIONS	Page 25
A – BILANS DES OPERATIONS AU 31/12/15 RESUMES PAR NATURE JURIDIQUE	Page 26
B – EMPRUNTS ET DECOUVERTS BANCAIRES	Page 27
IV - RESULTAT DE L'EXERCICE 2015	Page 28
A – PRESENTATION SYNTHETIQUE	Page 29
B – COMMENTAIRES	Page 31
V – EVENEMENTS IMPORTANTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	Page 38
VI - PERSPECTIVES D'ACTIVITES 2016	Page 40
A – LES CONVENTIONS DE MANDAT	Page 41
B – LES CONDUITES D'OPERATIONS	Page 42
C – LES ETUDES & AMO ENVIRONNEMENT	Page 43
VII - BUDGET PREVISIONNEL 2016	Page 44
A – PRESENTATION SYNTHETIQUE	Page 45
B – COMMENTAIRES	Page 47
VIII - RESULTATS DE LA SOCIETE AU COURS DES 5 DERNIERS EXERCICES	Page 54

I - VIE SOCIALE

A - CONSEILS D'ADMINISTRATION & ASSEMBLEE GENERALE

L'année 2015 a donné lieu à deux **Conseils d'Administration** :

- le Conseil d'Administration n°30 du 07/05/15 a :

- pris acte à l'unanimité de la désignation des nouveaux représentants du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône aux Conseil d'Administration (Monsieur Thierry SANTELLI avec délégation de signature, Monsieur Jean-Marc PERRIN, Madame Laure-Agnès CARADEC, Monsieur Yves MORAINÉ, Monsieur Lionel ROYER-PERREAUT, Madame Sylvie CARREGA) et Assemblée Générale (Titulaire : Monsieur Thierry SANTELLI, Suppléant : Monsieur Yves MORAINÉ),
- nommé Monsieur Thierry SANTELLI à la Présidence du Conseil d'Administration et a pris acte sans réserve des pouvoirs qui lui sont accordés par les statuts (article 22) : « Le Président du Conseil d'Administration représente le Conseil d'Administration, il organise et dirige les travaux de celui-ci, dont il rend compte à l'Assemblée Générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la société et s'assure notamment que les Administrateurs sont en mesure de remplir leur mission. »,
- approuvé le Procès-verbal du Conseil d'Administration n° 29 en date du 16 décembre 2014,
- approuvé à l'unanimité la composition de la Commission d'Appel d'Offres interne (qui pourra être amenée à avoir la fonction de jury), constituée dans le cadre des attributions du GIE 13 CECA,
- pris acte de l'avancement du collège Gyptis (Vallon de Toulouse),
- autorisé le Directeur Général à déposer une requête auprès du Président du Tribunal de Commerce aux fins d'obtenir une prorogation de trois mois du délai de réunion de l'assemblée chargée d'approuver les comptes de l'exercice 2014.

- le Conseil d'Administration n°31 du 14/09/15 a :

- approuvé, à l'unanimité, le Procès-verbal du Conseil d'Administration n° 30 en date du 7 mai 2015,
- approuvé, à l'unanimité, le versement d'une rémunération annuelle nette de 16 800 € au Président du Conseil d'Administration de la société et l'a autorisé à exposer des frais de représentation dans la limite d'un montant annuel de 3 000 €,
- approuvé, à l'unanimité, le projet d'arrêté de bilan et des comptes de l'exercice 2014,
- approuvé, à l'unanimité, le projet de rapport de gestion du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire, sur l'activité de la Société au cours de l'exercice 2014 et des perspectives 2015,
- approuvé, à l'unanimité, la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire le mercredi 30 septembre 2015 à 10 heures 30, son ordre du jour et a donné tous pouvoirs à son Président pour en assurer la préparation et la convocation,
- approuvé, à l'unanimité, le projet de résolutions à soumettre à l'Assemblée Générale Ordinaire,
- approuvé, à l'unanimité, le budget prévisionnel révisé de l'exercice 2015.

Une **Assemblée Générale** s'est tenue au cours de l'exercice 2015 :

- l'Assemblée Générale Ordinaire n°16 du 30/09/15 :

- a approuvé dans toutes leurs parties le rapport de gestion du Conseil d'Administration, le rapport général du Commissaire aux Comptes et les comptes de l'exercice 2014 tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que la gestion de la Société telle qu'elle ressort de l'examen desdits comptes et desdits rapports. En conséquence, elle a donné quitus aux administrateurs de leur gestion pour l'exercice écoulé,
- a décidé d'affecter le déficit de l'exercice 2014 s'élevant à - **350.391,89 euros** en report à nouveau,
- a, après avoir entendu lecture du rapport spécial du Commissaire aux Comptes relatif aux conventions visées aux articles L 225.38 et L 225.40 du Code de Commerce, approuvé et ratifié l'autorisation donnée au Conseil d'Administration, à l'effet de passer ces conventions,
- a constaté la désignation de Monsieur Thierry SANTELLI (en remplacement de Monsieur Denis ROSSI), Monsieur Jean-Marc PERRIN (en remplacement de Monsieur Jean-Marc CHARRIER), Madame Laure-Agnès CARADEC (en remplacement de Monsieur Richard EOUZAN), de Monsieur Yves MORAINÉ (en remplacement de Monsieur Rébia BENARIOUA), de Monsieur Lionel ROYER-PERREAUT (en remplacement de Monsieur Jacky GERARD) et de Madame Sylvie CARREGA (en remplacement de Monsieur Maurice REY) en tant que représentants légaux du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône au sein du Conseil d'Administration de Treize Développement (délibération du CD 13 du 16 avril 2015 – délibération du CA de Treize Développement du 7 mai 2015),
- a donné tous pouvoirs au porteur du Procès-Verbal de cette Assemblée en vue de l'accomplissement de toute formalités légales.

IMPORTANT :

Il est rappelé aux représentants des collectivités au Conseil d'Administration, qu'ils doivent, en application de l'article 8 de la loi du 7 juillet 1983 sur les Sociétés d'Economie Mixte Locales, soumettre annuellement à leur assemblée délibérante, pour approbation, un rapport sur la situation de la société.

B - RENOUELEMENT DES MANDATS DES ADMINISTRATEURS

Les statuts de Treize Développement fixe à 8 le nombre de sièges d'administrateurs, dont 6 pour les collectivités territoriales.

Au 31/12/14, les administrateurs et leurs représentants étaient les suivants :

Conseil Général des Bouches-du-Rhône	-----	Monsieur Denis ROSSI
Conseil Général des Bouches-du-Rhône	-----	Monsieur Rébia BENARIOUA
Conseil Général des Bouches-du-Rhône	-----	Monsieur Richard EOZAN
Conseil Général des Bouches-du-Rhône	-----	Monsieur Jacky GERARD
Conseil Général des Bouches-du-Rhône	-----	Monsieur Jean Marc CHARRIER
Conseil Général des Bouches-du-Rhône	-----	Monsieur Maurice REY
Caisse d'Epargne	-----	Monsieur Norbert BENOIT du REY
CCI Marseille Provence	-----	Le Représentant Légal

Suite aux élections départementales de mars 2015, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, réuni en séance publique le 16 avril 2015, a désigné ses nouveaux représentants.

Aussi, au 31/12/15, les administrateurs et leurs représentants permanents sont :

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône	-----	Monsieur Thierry SANTELLI
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône	-----	Monsieur Jean-Marc PERRIN
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône	-----	Madame Laure-Agnès CARADEC
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône	-----	Monsieur Yves MORAINÉ
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône	-----	Monsieur Lionel ROYER-PERREAUT
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône	-----	Madame Sylvie CARREGA
Caisse d'Epargne	-----	Monsieur Norbert BENOIT du REY
CCI Marseille Provence	-----	Le Représentant Légal

La liste de l'ensemble des autres mandats et fonctions exercés par chaque mandataire social de Treize Développement au cours de l'exercice 2015 est présentée en page suivante.

AUTRES MANDATS ET FONCTIONS EXERCES PAR CHAQUE MANDATAIRE SOCIAL		
NOMS	AUTRES MANDATS	AUTRES FONCTIONS
SANTELLI Thierry	Sogima - Administrateur SDIS 13 - Membre suppléant du CA	Conseiller départemental 13 délégué à la communication et aux grands événements Conseiller municipal de la ville de Marseille délégué aux relations avec les CIQ et aux voitures publiques
PERRIN Jean-Marc	Terra 13 - Administrateur Syndicat Mixte de l'Arbois - Président SEMEPA - Administrateur SPLA du Pays d'Aix Territoires - Administrateur SDIS 13 - Membre suppléant du CA	Conseiller départemental 13 délégué au patrimoine et aux bâtiments départementaux Adjoint au Maire de la ville d'Aix-en-Provence délégué à l'archéologie et aux relations avec les habitants, suivi et développement du quartier de la Duranne Conseiller communautaire de la Communauté du Pays d'Aix
CARADEC Laure-Agnès	Terra 13 - Administrateur SOLEAM - Administrateur AGAM - Présidente CAUE 13 - Présidente SDIS 13 - Membre suppléant du CA	Conseillère départementale 13 Adjointe au Maire de la Ville de Marseille déléguée à l'urbanisme, au projet métropolitain, au patrimoine municipal et foncier et au droit des sols Vice -Présidente de MPM déléguée à l'urbanisme, au PLUI et à l'aménagement communautaire
MORAINE YVES	Terra 13 - Administrateur SDIS 13 - Membre suppléant du CA	Conseiller Départemental 13 délégué aux Marchés Publics, aux délégations de service public, à l'administration générale et aux services généraux Maire des 6e et 8e arrondissements de la ville de Marseille Conseiller métropolitain MPM
ROYER-PERREAUT Lionel	13 Habitat - Président Terra 13 - Administrateur Soleam - Administrateur Semidep - Représentant légal aux Assemblées Générales SDIS 13 - Membre suppléant du CA	Conseiller Départemental 13 Maire des 9e et 10e arrondissements de la ville de Marseille Vice -Président de MPM délégué à la Commande publique, Commission d'Appel d'Offres, Communication et Presse
CARREGA Sylvie	13 Habitat - Membre du Conseil d'Administration	Conseillère Départementale 13 déléguée au logement et à la lutte contre les discriminations Adjointe au Maire de la Ville de Marseille déléguée à l'action sociale, aux centres sociaux et maisons pour tous
BENOIT DU REY Norbert	Marseille Habitat - Administrateur Le nouveau Logis Provençal - Administrateur Ouest Provence Habitat - Administrateur	Directeur du Centre d'Affaires Marseille Euroméditerranée de la Caisse d'Epargne Provence Alpes Corse Réunion Antilles
de MARQUEISSAC Philippe	Terra 13 - Directeur Général GIE 13 Coordination Environnement Construction Aménagement - Administrateur gérant	Néant

C - CAPITAL DE LA SOCIETE

Le capital de la société se répartit comme suit :

Actionnaires	Représentants	Nb d'actions de 500 € chacune	Montant	%
Conseil Départemental des Bouches du Rhône	Titulaire : Thierry SANTELLI Suppléant : Yves MORAINÉ	880	440 000	77,53%
Caisse d'Epargne	Norbert BENOIT du REY	30	15 000	2,64%
Caisse des Dépôts et Consignations	Didier SOREL	60	30 000	5,29%
Chambre de Commerce et d'Industrie d'Arles	Roger ABELLAN	3	1 500	0,26%
Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence	Le représentant légal	30	15 000	2,64%
Dexia Crédit Local de France	Yves CABE	60	30 000	5,29%
Institut d'assistance au développement des petites entreprises régionales	Christian SAMAN	60	30 000	5,29%
Caisse Régionale du Crédit Mutuel Méditerranéen	Patricia CARLES	12	6 000	1,06%
TOTAUX		1 135	567 500	100,00%

Suite aux élections départementales de 2015, les représentants légaux du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône ont changé.

Monsieur Thierry SANTELLI a remplacé Monsieur Mario MARTINET en qualité de représentant permanent du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône au sein des Assemblées Générales de Treize Développement (cf. délibération du 16/04/2015), et ce comme titulaire. Dans cette même délibération, Monsieur Yves MORAINÉ a été désigné comme suppléant (en remplacement de Monsieur René OLMETA).

De plus, Madame Patricia CARLES a remplacé Monsieur Franck STALLA-BOURDILLON en qualité de représentant permanent de la Caisse Régionale du Crédit Mutuel Méditerranéen au sein des Assemblées Générales de Treize Développement (cf. délégation de pouvoir du Directeur Général, Monsieur Christian MARCOT, en date du 22/09/2015).

D - MOUVEMENT DU PERSONNEL

Au 31/12/14, les moyens en personnel étaient de 11 personnes (6 cadres et 5 non cadres).

Au cours de l'exercice 2015, 3 départs ont été enregistrés (2 CDI, 1 salarié a rejoint le GIE 13 CECA).

Ainsi, l'effectif est au 31/12/15 de 8 personnes (6 cadres et 2 non cadres).

Nom	Prénom	Fonction	Type de contrat	Taux d'emploi	Position Cadre / Non Cadre	Date d'entrée	Date de sortie
DAVID	Olivier	Chargé d'opérations	CDI	100%	C	01-juil.-02	
SICARD	Dominique	Chargé d'opérations	CDI	100%	C	01-juil.-02	
NABITZ	Jessy	Responsable informatique	CDI	100%	C	01-août-02	16-mars-15
CHELLE	Jean-François	Directeur Construction Publique	CDI	100%	C	01-sept.-02	
ROBIN	Véronique	Assistante chargée d'opérations	CDI	86%	NC	18-nov.-02	
MARESCA	Muriel	Assistante	CDI	100%	NC	06-janv.-03	30-nov.-15
GOMEZ	Anne Marie	Chargée de travaux	CDI	100%	C	03-nov.-03	
GIDEL	Céline	Chargé d'études	CDI	100%	C	04-août-04	
REYMOND	Rose Marie	Chargé des clôtures d'opérations	CDI	96%	C	03-juil.-06	
DIHI	Driss	Assistant informatique	CDI	100%	NC	17-sept.-07	19-janv.-15
DOMALLIN	Raphaël	Chargé d'études	CDI	100%	NC	20-févr.-12	

**E - DELIBERATIONS ET DECISIONS DU CONSEIL
DEPARTEMENTAL DES BOUCHES DU RHONE**

FONCTIONNEMENT SOCIETE

Date délibération	date de notification	SAEM TREIZE DEVELOPPEMENT - FONCTIONNEMENT		Contrôle de Légalité
16/04/2015	23/04/2015	Délibération n°11 du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône	Désignation des représentants au Conseil d'Administration de la société Treize Développement : Mmes Caradec & Carrega MM. Santelli, Perrin, Moraine, Royer-Perreaut Désignation de M. Santelli (titulaire) et M. Moraine (suppléant) en qualité de représentants aux Assemblées Générales de la société Treize Développement	22/04/2015
29/05/2015	02/06/2015	Délibération n°99 de la Commission Permanente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône	Autorisation donnée à M. Santelli pour : - occuper la fonction de Président du Conseil d'Administration de Treize Développement - exposer des frais de représentation de la société Treize Développement dans la limite d'un montant annuel de 3 000 euros - percevoir une rémunération d'un montant annuel maximum de 16 800 euros nets au titre de cette fonction	01/06/2015

CONVENTIONS DE MANDAT

201	date de délibération	date de notification	Archives et Bibliothèque de Prêts Départementales		contrôle légalité
201	29/01/2015	22/02/2015	décision n°15/01	Autorisation donnée au mandataire à signer le marché complémentaire de Maîtrise d'Œuvre passé avec Corinne Vezzoni (mandataire) / ADM / EGIS / Bâtiment Méditerranéen pour un montant de 160 000,00 € HT.	04/02/2015
201	26/02/2015	11/03/2015	décision n°15/03	Autorisation donnée au mandataire à signer le marché complémentaire du Contrôleur Technique passé avec le Bureau Véritas pour un montant de 20 500,00 € HT.	02/03/2015

202	date de délibération	date de notification	Collège H.Q.E. LA JOLIETTE		contrôle légalité
202	27/02/2015	10/03/2015	délibération n°48	Quitus du mandat donné à Treize Développement pour un coût définitif de 20 662 130,51 € TTC	27/02/2015
202				Quitus obtenu en 2015	

203	date de délibération	date de notification	SEGPA Frédéric MISTRAL (Port de Bouc)		contrôle légalité
203				Quitus obtenu en 2014	

204	date de délibération	date de notification	Pouponière de MONTOLIVET		contrôle légalité
204				Quitus obtenu en 2009	

205	date de délibération	date de notification	Collège VIEUX PORT		contrôle légalité
205	27/02/2015	11/03/2015	délibération n°47	Quitus du mandat donné à Treize Développement pour un coût définitif de 16 088 193,47 € TTC	27/02/2015
205				Quitus obtenu en 2015	

206	date de délibération	date de notification	Laboratoires Départementaux Vétérinaires		contrôle légalité
206	11/12/2015	07/01/2016	délibération n°252	Quitus du mandat donné à Treize Développement pour un coût définitif de 12 072 311,52 € TTC	17/12/2015
206				Quitus obtenu en 2015	

207	date de délibération	date de notification	Gendarmerie de GARDANNE		contrôle légalité
207				Quitus obtenu en 2013	

208	date de délibération	date de notification	Collège de SIMIANE		contrôle légalité
208				Quitus obtenu en 2009	

209	date de délibération	date de notification	Gendarmerie d'ORGON		contrôle légalité
209				Quitus demandé en 2013	

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône du 30 juin 2017 - Rapport n° 15

TREIZE DEVELOPPEMENT
CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 32

Rapport de Gestion sur l'exercice 2015 et les perspectives 2016

210	date de délibération	date de notification	Gendarmerie de GREASQUE		contrôle légalité
210	27/02/2015	10/03/2015	délibération n°149	Quitus du mandat donné à Treize Développement pour un coût définitif de 5 059 136,80 € TTC	27/02/2015
210	Quitus obtenu en 2015				
211	date de délibération	date de notification	Collège de SEPTEMES		contrôle légalité
211	Quitus obtenu en 2009				
212	date de délibération	date de notification	Faculté des Sciences et du Sport de LUMINY		contrôle légalité
212	Quitus obtenu en 2010				
213	date de délibération	date de notification	Collège Anatole FRANCE		contrôle légalité
213	Quitus obtenu en 2014				
214	date de délibération	date de notification	C.M.S. des CHARTREUX		contrôle légalité
214	Quitus obtenu en 2009				
215	date de délibération	date de notification	C.M.S. SAINT SEBASTIEN		contrôle légalité
215	Quitus obtenu en 2009				
216	date de délibération	date de notification	Gendarmerie de CARRY le ROUET		contrôle légalité
216	Quitus obtenu en 2009				
217	date de délibération	date de notification	Collège MALRIEU		contrôle légalité
217	Quitus obtenu en 2011				
218	date de délibération	date de notification	Réhabilitation et restructuration du Groupe Scolaire FRAISSINET		contrôle légalité
218	30/01/2015	09/02/2015	délibération n°13	Quitus du mandat donné à Treize Développement pour un coût définitif de 19 076 668,46 € TTC	30/01/2015
218	Quitus obtenu en 2015				
219	date de délibération	date de notification	Collège Provisoire FRAISSINET MALRIEU		contrôle légalité
219	Quitus obtenu en 2009				
220	date de délibération	date de notification	Collège CAMPRA		contrôle légalité
220	30/01/2015	09/02/2015	délibération n°14	Quitus du mandat donné à Treize Développement pour un coût définitif de 21 281 812,15 € TTC	30/01/2015
220	Quitus obtenu en 2015				
221	date de délibération	date de notification	Collège ARC de MEYRAN		contrôle légalité
221	Quitus obtenu en 2014				
222	date de délibération	date de notification	Collège Frédéric MISTRAL à ARLES		contrôle légalité
222	Quitus demandé en 2015				
223	date de délibération	date de notification	Collège d'EYGUIERES		contrôle légalité
223	Quitus obtenu en 2010				
224	date de délibération	date de notification	Collège Jean JAURES à la CIOTAT		contrôle légalité
224	Quitus obtenu en 2014				
226	date de délibération	date de notification	Collège LONGCHAMP		contrôle légalité
226	Quitus obtenu en 2014				

	date de délibération	date de notification		contrôle légalité
234			Collège ARENC BACHAS	
234	27/02/2015	11/03/2015	délibération n°49	Quitus du mandat donné à Treize Développement pour un coût définitif de 24 836 502,53 € TTC
234				Quitus obtenu en 2015
235			Collège SAINT BARNABE	
235				Quitus obtenu en 2013
236			Collège DARIUS MILHAUD	
236	30/01/2015	09/02/2015	délibération n°15	Quitus du mandat donné à Treize Développement pour un coût définitif de 24 025 038,33 € TTC
236				Quitus obtenu en 2015
237			Gymnase DARIUS MILHAUD	
237				Quitus obtenu en 2011
238			Collège VALLON de TOULOUSE	
238				NEANT
239			Collèges Romain ROLLAND et Vincent SCOTTO	
239				NEANT
240			Collège Jean GUEHENNO	
240	27/02/2015	10/03/2015	délibération n°151	Autorisation pour la signature du protocole d'accord transactionnel à intervenir entre Treize Développement et Damez Méditerranée venant au droit de la société Sovame pour un montant de 120 000,00 € HT, soit 143 520,00 € TTC.
240	30/10/2015	16/11/2015	délibération n°75	Quitus du mandat donné à Treize Développement pour un coût définitif de 4 999 027,38 € TTC.
240				Quitus obtenu en 2015
241			Collège Alphonse DAUDET à ISTRES	
241				Quitus demandé en 2015
242			Collège Georges BRASSENS	
242				Quitus obtenu en 2012
246			Faculté d'odontologie de la TIMONE à MARSEILLE	
246				Quitus demandé en 2013
259			Collège Frédéric JOLIOT CURIE à AUBAGNE	
259				Quitus demandé en 2015
260			Collège du PUY SAINTE REPARADE	
260				Quitus obtenu en 2012
261			Collège MIGNET à AIX-EN-PROVENCE	
261	30/01/2015	16/02/2015	délibération n°16	Quitus du mandat donné à Treize Développement pour un coût définitif de 6 838 489,50 € TTC
261				Quitus obtenu en 2015

F - DELIBERATIONS ET DECISIONS DES AUTRES DONNEURS D'ORDRE

SDIS DES BOUCHES DU RHONE

N°	date de délibération	date de notification	Description	contrôle légalité
227			S.D.I.S. de VELAUX	contrôle légalité
227			NEANT	
228			Centre de Secours La CIOTAT	contrôle légalité
228			Quitus demandé en 2011	
229			Centre de Secours d'ARLES	contrôle légalité
229			NEANT	
231			Centre de Secours d'ALLAUCH	contrôle légalité
231			Quitus demandé en 2012 suite à résiliation	
232			Centre de Secours JOUQUES/PEYROLLES	contrôle légalité
232			Quitus demandé en 2010	
245			Centre de Secours AIX LA CHEVALLIERE	contrôle légalité
245	28/05/2015	08/07/2015	délibération n°12	Quitus du mandat donné à Treize Développement pour un coût définitif de 2 293 097,12 € TTC
245			Quitus obtenu en 2015	23/06/2015
251			Centre de Secours d'ENSUES-GARRY	contrôle légalité
251			Quitus demandé en 2013	
252			Centre de Secours de MOLLEGES	contrôle légalité
252			Quitus demandé en 2012	
253			Centre de Secours d'AUBAGNE	contrôle légalité
253			Quitus demandé en 2012	
255			Centre de Secours d'ISTRES	contrôle légalité
255			Quitus demandé en 2011 suite à résiliation et obtenu	
256			Centre de Secours des PENNES-MIRABEAU	contrôle légalité
256			Quitus demandé en 2015	
257			Centre de secours de SAINT-MARTIN-DE-CRAU	contrôle légalité
256			Quitus demandé en 2015	
262			Centre de secours de BOULBON-BARBENTANE	contrôle légalité
262			Quitus demandé en 2014	

263	date de délibération	date de notification	Centre de secours de TRETZ		contrôle légalité
263		30/11/2015	Courrier du Directeur du SDIS du 27/11/15	Attribution de l'assurance TRC à la compagnie d'assurances SMABTP pour un montant de 8 399,68 € TTC Attribution de l'assurance DO à la compagnie d'assurances SMABTP pour un montant de 29 685,44 € TTC	
263	23/10/2015	24/11/2015	Délibération du Bureau du SDIS 13 - Rapport n°4	Après lecture du rapport n° 4, le bureau du SDIS : 1. attribue les marchés de travaux (14 lots) : - Lot 1 - Gros Oeuvre, Tour d'entraînement attribué à la Sté RIVASI pour un montant de 992.509,70 € H.T. - Lot 2 - Charpente bois à la Sté MOREL pour un montant de 138.000,00 € H.T. - Lot 3 - Etanchéité à la Sté SAB ETANCHEITE pour un montant de 79.375,06 € HT. - Lot 4 - Menuiseries extérieures à la Sté SAS SMAB pour un montant de 98.337,00 € H.T. - Lot 5 - Cloisons, doublages, faux-plafonds, peinture, nettoyage attribué à la Sté MASSIBAT pour un montant de 160 869,03 € H.T. - Lot 6 - Menuiseries intérieures attribué à la Sté GUERRA pour un montant de 49.540,20 € H.T. - Lot 7 - Revêtements de sols durs, faïences attribué à la Sté JOLISOL pour un montant de 106.418,41 € H.T. - Lot 8 - Serrurerie attribué à la Sté DMGHABITAT pour un montant de 73.484,80 € H.T. - Lot 9 - Portes sectionnelles attribué à la Sté VSM pour un montant de 53.631,00 € H.T. - Lot 10 - Electricité, courants forts et courants faibles attribué à la Sté EFFAGE pour un montant de 218.884,00 € H.T. - Lot 11 - Chauffage VMC Plomberie attribué à la Sté SEDEL pour un montant de 247.999,48 € H.T. - Lot 12 - Mât Radio attribué à la Sté ITAS pour un montant de 23.087,00 € H.T. - Lot 13 - Installation photovoltaïque, couverture à la Sté GENERALE pour un montant de 126.759,02 € HT. - Lot 14 - VRD, aménagements à la Sté EUROVIA pour un montant de 670.438,16 € HT. 2. autorise Treize Développement à signer les marchés avec les Stés ci-dessus désignées, ainsi que tous les actes visant à leur exécution.	23/11/2015
264	date de délibération	date de notification	Centre de secours de PELISSANNE		contrôle légalité
264			Quitus demandé en 2014		
268	date de délibération	date de notification	Centre de secours de MARIIGNANE		contrôle légalité
268			NEANT		
272	date de délibération	date de notification	Centre de Secours de SENAS-MALLEMORT		contrôle légalité
272			NEANT		
273	date de délibération	date de notification	Centre de secours de PORT-DE-BOUC		contrôle légalité
273	23/02/2015	18/03/2015	Délibération du Bureau du Conseil d'Administration du SDIS 13 - Rapport n°23	Approbation de l'avenant n°1 au marché de maîtrise d'oeuvre n°273/005 (Gianni/Bajolle/SLH) visant à arrêter le mode de dévolution des travaux en corps d'état séparés, arrêter le coût prévisionnel des travaux à 2.920.000,00 € H.T. (valeur mai 2012) et fixer le forfait définitif de rémunération de la Maîtrise d'oeuvre à 363.088,48 (identique au forfait provisoire)	17/03/2015
273	23/09/2015	22/10/2015	Délibération du Bureau du Conseil d'Administration du SDIS 13 - Rapport n°6	Après lecture du rapport n° 6, le bureau du SDIS : 1. autorise la passation d'un avenant n°2 à la convention de mandat visant à augmenter la part de l'enveloppe financière affectée aux travaux de 42.480,43 € HT, soit 50.976,51 € TTC et par conséquent portant l'enveloppe financière totale de l'opération à 3.942.480,43 € HT, soit 4.730.976,52 € TTC (valeur décembre 2009) 1. attribue les marchés de travaux (15 lots) : - Lot 1 - Terrassement, gros oeuvre, maçonnerie attribué à la Sté POGGIA pour un montant de 1 064 892,69 € H.T. - Lot 2 - Etanchéité à la Sté ACB & GL pour un montant de 106.364,00 € H.T. - Lot 3 - Charpente métallique, couverture, bardage, véters désenfumage à la Sté NESTADOUR pour un montant de 474.948,37 € H.T. - Lot 4 - Menuiseries extérieures, occultations à la Sté PROVENCALE D'ALUMINIUM pour un montant de 127.744,00 € H.T. - Lot 5 - Cloisons, doublages, faux-plafonds attribué à la Sté ISOPLUS pour un montant de 72.729,10 € H.T. - Lot 6 - Menuiseries intérieures, signalétique attribué à la Sté FRANCESCHINI pour un montant de 48.538,93 € H.T. - Lot 7 - Revêtements de sols et murs attribué à la Sté SM3C pour un montant de 89.000,00 € H.T. - Lot 8 - Serrurerie attribué à la Sté METAL FORME TRADITION pour un montant de 51 761,00 € H.T. - Lot 9 - Plomberie, sanitaire, chauffage, ventilation, climatisation à la Sté ATC pour un montant de 249 888,53 € H.T. - Lot 10 - Electricité, courants forts, courants faibles, vidéosurveillance attribué à la Sté SEDEL pour un montant de 205.377,84 € H.T. - Lot 11 - Peinture et nettoyage attribué à la Sté ISOPLUS pour un montant de 35.510,00 H.T. - Lot 12 - Voirie et réseaux divers attribué au groupement EUROVIA/BIGI pour un montant de 497.296,05 € H.T. - Lot 13 - Espaces verts attribué à la Sté MANIEBAT pour un montant de 25.608,00 € H.T. - Lot 14 - Pylone radio attribué à la Sté DELCOM pour un montant de 24.998,00 € H.T. - Lot 15 - Portes sectionnelles attribué à la Sté HORMANN pour un montant de 14.618,00 € H.T. 2. autorise Treize Développement à signer les marchés avec les Stés ci-dessus désignées, ainsi que tous les actes visant à leur exécution.	16/10/2015
273		17/11/2015	Courrier du Directeur du SDIS du 16/11/15	Attribution de l'assurance TRC au Cabinet GSA pour un montant de 6 141,80 € TTC Attribution de l'assurance DO à la compagnie d'assurances SMACL pour un montant de 23.337,99 € TTC	

274	date de délibération	date de notification	Centre de secours de GARDANNE		contrôle légalité
274	23/02/2015	18/03/2015	Délibération du Bureau du Conseil d'Administration du SDIS 13 - Rapport n°21	Approbation de l'avenant n°1 au marché de maîtrise d'oeuvre n°274/005 (Di Pol/Lamoureux & Ricciotti/Garcia Ingénierie/ R2M) visant à arrêter le mode de dévolution des travaux en corps d'état séparés, arrêter le coût prévisionnel des travaux à 4.400.000,00 € H.T. (valeur mai 2012) et fixer le forfait définitif de rémunération de la Maîtrise d'oeuvre à 542.395,90 (identique au forfait provisoire)	17/03/2015
274	23/09/2015	22/10/2015	Délibération du Bureau du Conseil d'Administration du SDIS 13 - Rapport n°5	Après lecture du rapport n° 5, le bureau du SDIS : 1. autorise la passation d'un avenant n°2 à la convention de mandat visant à augmenter la part de l'enveloppe financière affectée aux travaux de 43.930,07 € HT, soit 52.716,09 € TTC et par conséquent portant l'enveloppe financière totale de l'opération à 5.741.382,65 € HT, soit 6.889.659,17 € TTC. (valeur décembre 2009) 1. attribue les marchés de travaux (12 lots) : - Lot 1 - Démolition, terrassement, gros oeuvre, maçonnerie attribué à la Sté POGGIA pour un montant de 1.820.460,18 € H.T. - Lot 2 - Charpente ouverture métallique, étanchéité à la Sté CMBC pour un montant de 441.457,11 € H.T. - Lot 3 - Cloisons, doublages, faux-plafonds, revêtements de sols et murs, peinture et nettoyage attribué à la Sté MASSIBAT pour un montant de 387.188,33 € H.T. - Lot 4 - Menuiseries extérieures à la Sté BOUISSSE/SMAB pour un montant de 154.261,00 € H.T. - Lot 5 - Serrurerie attribué à la Sté CHAUDRONNERIE BRIGNOLAISE pour un montant de 106.310,00 € H.T. - Lot 6 - Menuiseries intérieures attribué à la Sté IROKO pour un montant de 95.450,00 € H.T. - Lot 7 - Ascenseurs attribué à la Sté CFA pour un montant de 19.770,00 € H.T. - Lot 8 - Chauffage, ventilation, rafraîchissement, plomberie, sanitaire à la Sté SEDEL pour un montant de 397.750,00 € H.T. - Lot 9 - Electricité, courants forts, courants faibles attribué à la Sté EUROP ELEC pour un montant de 277.830,20 € H.T. - Lot 10 - Portes sectionnelles attribué à la Sté SVSM pour un montant de 22.800,00 € H.T. - Lot 11 - Voirie et réseaux divers, espaces verts attribué à la société GIL TP pour un montant de 717.145,40 € H.T. - Lot 12 - Transmissions radio attribué à la Sté DELCOM pour un montant de 20.250,00 € H.T. 2. autorise Treize Développement à signer les marchés avec les Stés ci-dessus désignées, ainsi que tous les actes visant à leur exécution.	16/10/2015
274		17/11/2015	Courrier du Directeur du SDIS du 16/11/15	Attribution de l'assurance TRC au Cabinet SFS Europe pour un montant de 11 833,94 € TTC Attribution de l'assurance DO à la compagnie d'assurances SMACL pour un montant de 43 123,05 € TTC	

279	date de délibération	date de notification	Réutilisation - aménagement du Bâtiment Storione		contrôle légalité
279			Quitus demandé en 2013 suite à résiliation		

SYNDICAT MIXTE DE L'ARBOIS

225	date de délibération	date de notification	Bâtiments neufs PETIT ARBOIS		contrôle légalité
225			Quitus obtenu en 2009		

291	date de délibération	date de notification	ZAC de la Gare de l'ARBOIS		contrôle légalité
291	09/02/2015	20/02/2015	délibération n° 2015-001	Approbation du bilan définitif de clôture de la convention publique d'aménagement	19/02/2015
291			Quitus obtenu en 2015 suite à résiliation		

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU GRAND VALLAT

243	date de délibération	date de notification	Parvis du Collège de SIMIANE		contrôle légalité
243			Quitus obtenu en 2008		

SDIS DES ALPES DE HAUTE PROVENCE

244	date de délibération	date de notification	Construction du CTA-CODIS à GAP		contrôle légalité
244			Quitus obtenu en 2011		

VILLE DE SAINT REMY DE PROVENCE

247	date de délibération	date de notification	Ecole de la République		contrôle légalité
247			Quitus obtenu en 2010 suite à résiliation		

248	date de délibération	date de notification	Bonification des Stades "SANS SOUCI et de la PETITE CRAU"		contrôle légalité
248			Quitus demandé en 2013		

UNIVERSITE DE LA MEDITERRANEE

249	date de délibération	date de notification	Travaux de réhabilitation du bâtiment Neurosciences	contrôle légalité
249			Quitus demandé en 2015	

270	date de délibération	date de notification	Construction du bâtiment Océanomed	contrôle légalité
270			NEANT	

280	date de délibération	date de notification	Gymnase expérimental de Luminy	contrôle légalité
280			NEANT	

281	date de délibération	date de notification	RDC & SS Bâtiment Neurosciences	contrôle légalité
281			Quitus demandé en 2015	

VILLE DE SEPTEMES LES VALLONS

250	date de délibération	date de notification	Construction d'un équipement et festif culturel	contrôle légalité
250			Quitus demandé en 2012 et obtenu en 2014	

267	date de délibération	date de notification	Reconstruction et redéploiement de l'école Jules Ferry et du foyer-restaurant sénior Ines Ferrandini	contrôle légalité
267			Quitus demandé en 2013 et obtenu en 2014	

CROUS D'AIX MARSEILLE

254	date de délibération	date de notification	Mission de mandat pour la démolition et la reconstruction de la Résidence Madagascar à Marseille - CROUS AIX-MARSEILLE	contrôle légalité
254	09/12/2015	09/12/2015	délibération n°458	Quitus du mandat donné à Treize Développement pour un coût définitif de 10 180 351,57 € TTC
254			Quitus obtenu en 2015	

258	date de délibération	date de notification	Restructuration du Restaurant Universitaire de Saint-Jérôme - CROUS AIX-MARSEILLE	contrôle légalité
258			Quitus demandé en 2011	

VILLE DE ROGNAC

265	date de délibération	date de notification	Préparation et suivi des travaux de réhabilitation de la piscine municipale	contrôle légalité
265			Quitus obtenu en 2015	

275	date de délibération	date de notification	Transformation de la cave oléicole en centre culturel	contrôle légalité
275			NEANT	

276	date de délibération	date de notification	Réhabilitation et transformation du Bastidon en centre de vie des séniors	contrôle légalité
276			Quitus demandé en 2015	

277	date de délibération	date de notification	Réaménagement de la place Saint Jacques	contrôle légalité
277			Quitus demandé en 2015	

VILLE DE VITROLLES

266	date de délibération	date de notification	Réalisation des espaces publics du cœur de projet de la ville de Vitrolles	contrôle légalité
266			NEANT	

VILLE DE LA CIOTAT

269	date de délibération	date de notification	Construction d'une médiathèque sise ZAC de la Source du Pré	contrôle légalité
269			Quitus obtenu en 2012	

UNIVERSITE DE NICE

278	date de délibération	date de notification	Réhabilitation-Extension du bâtiment Fizeau	contrôle légalité
278		27/05/2015	Lettres du 21 mai 2015 Autorisation de signer les avenants n°1 des marchés de travaux : - lot 2 (gros œuvre) : Eiffage Construction pour un montant de 75 439,93 € HT. - lot 3 (purgé et traitement des murs de façade) : Freyssinet pour un montant de 32 591,00 € HT. - lot 4 (ascenseur) : Thyssenkrupp pour un montant de 4 582,30 € HT. - lot 6 (chauffage/ventilation/plomberie) : Eiffage Energie pour un montant de 18 105,70 € HT.	
278		05/10/2015	Lettre du 30 septembre 2015 Attribution des marchés : - lot 7A (meublier de bureau) : Antipodes Mobilier pour un montant de 227 871,00 € HT. - lot 8B (système vidéo conférence) : Videlio-IEC pour un montant de 38 346,50 € HT.	
278		11/12/2015	Lettres du 4 décembre 2015 Attribution des marchés : - lot 7B (meublier technique) : Manutan pour un montant de 20 061,66 € HT. - lot 7C (équipement technique) : Otelo pour un montant de 23 608,92 € HT.	

II - ACTIVITES DE LA SOCIETE EN 2015

A - LES CONVENTIONS DE MANDAT

A la date du 31/12/14, Treize Développement était titulaire de **51** conventions de mandat (**18** avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, **19** avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours du département des Bouches-du-Rhône, **1** avec la Ville de Saint Rémy-de-Provence, **4** avec l'Université de la Méditerranée, **2** avec le CROUS d'Aix-Marseille, **4** avec la Ville de Rognac, **1** avec la Ville de Vitrolles, **1** avec l'association Entraide et **1** avec l'Université de Nice).

Au cours de l'exercice 2015 :

- **12** quitus ont été demandés (Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône : 206-Laboratoires départementaux à Marseille, 222-collège Frédéric Mistral à Arles, 240-collège Jean Guéhenno à Lambesc, 241-collège Alphonse Daudet à Istres, 259-collège Joliot Curie à Aubagne ; SDIS 13 : 256-centre de secours des Pennes Mirabeau, 257-centre de secours de Saint Martin de Crau ; Université de la Méditerranée : 249-Bâtiment de Neurosciences à la Timone, 281-RDC et SS du bâtiment de Neurosciences ; CROUS 13 : 254-Résidence Madagascar à Marseille ; Ville de Rognac : 276-centre de vie des séniors, 277-place Saint Jacques),
- **13** quitus ont été délivrés (Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône : 202-collège HQE La Joliette à Marseille, 205-collège Vieux Port à Marseille, 206-Laboratoires départementaux à Marseille, 210-gendarmerie de Gréasque, 218-collège Fraissinet à Marseille, 220-collège Campra à Aix-en-Provence, 234-collège Arenc Bachas à Marseille, 236-collège Darius Milhaud à Marseille, 240-collège Jean Guéhenno à Lambesc, 261-collège Mignet à Aix-en-Provence ; SDIS 13 : 245-centre de secours d'Aix La Chevalière ; CROUS 13 : 254-Résidence Madagascar à Marseille ; Ville de Rognac : 265-Piscine municipale).

La liste des mandats en portefeuille, au total **38** opérations au 31/12/15 représentant un investissement total de **405,2 M€ TTC (16 opérations « vivantes »** pour 243,6 M€ TTC et **22 opérations en attente de quitus** pour 161,6 M€ TTC) est présentée en page suivante.

Les opérations résiliées ou terminées (quitus obtenus) ont représenté un chiffre d'opérations de **391,6 M€ TTC**.

Sur cette enveloppe financière totale de **796,8 M€ TTC**, il a été consommé au 31/12/15 un montant de 745,7 M€ TTC (soit environ 93,6 %) :

Investissements réalisés dans le cadre des conventions de mandats (en M€ TTC)	
Exercice 2002	3,2
Exercice 2003	36,8
Exercice 2004	50,1
Exercice 2005	83,1
Exercice 2006	49,2
Exercice 2007	44,7
Exercice 2008	56,5
Exercice 2009	83,1
Exercice 2010	79,3
Exercice 2011	104,7
Exercice 2012	71,2
Exercice 2013	40,6
Exercice 2014	30,1
Exercice 2015	13,1
TOTAL AU 31/12/14	745,7

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône du 30 juin 2017 - Rapport n° 15

TREIZE DEVELOPPEMENT
CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 32

Rapport de Gestion sur l'exercice 2015 et les perspectives 2016

N° Op.	Maître d'ouvrage	Libellé opération	Date de notification	Durée convention (en mois)	Montant de l'opération (en € ttc)
201	CG 13	Construction des archives et de la bibliothèque de prêt départementales	24-juin-02	58	58 963 846,00
209	CG 13	Construction de la gendarmerie d'Orgon	19-juil-02	99	7 124 107,54
222	CG 13	Reconstruction du collège Frédéric Mistral à Arles	2-déc.-02	113	24 990 901,27
227	SDIS 13	Construction du centre de formation et des services techniques de Velaux	23-mai-03	149	30 826 932,94
228	SDIS 13	Construction du centre de secours principal de la Ciotat	23-mai-03	73	5 704 916,28
229	SDIS 13	Construction du centre de secours d'Arles et du groupement nord	23-mai-03	144	8 375 435,89
231	SDIS 13	Construction du centre de secours d'Alauch	23-mai-03	133	106 590,18
232	SDIS 13	Construction du centre de secours de Jouques / Peyrolles	23-mai-03	91	3 748 171,98
238	CG 13	Reconstruction du Collège Vallon de Toulouse à Marseille	10-sept-03	143	28 101 933,60
239	CG 13	Reconstruction des Collèges Romain Rolland et Vincent Scotto à Marseille	10-sept-03	135	28 883 400,00
241	CG 13	Réhabilitation du Collège Alphonse Daudet à Istres	10-sept-03	144	24 679 609,17
246	CG 13	Faculté d'odontologie	29-avr.-05	83	8 400 451,69
248	St Rémy-de-Provence	Stades "Sans Souci" & de la "Petite Crau" St Rémy	6-sept-05	65	3 559 306,84
249	Univ. de la Méditerranée	Réhabilitation bâtiment de neurosciences	21-févr.-06	100	11 364 900,74
251	SDIS 13	Construction du centre de secours d'Ensuens La Redonne	14-juin-06	60	4 060 208,31
252	SDIS 13	Construction du centre de secours de Mollégès	30-juin-06	48	2 239 280,42
253	SDIS 13	Construction du centre de secours d'Aubagne	16-nov-06	60	7 239 853,59
256	SDIS 13	Construction du centre de secours des Pennes Mirabeau	19-oct-07	60	5 388 706,15
257	SDIS 13	Construction du centre de secours de Saint-Martin de Crau	30-nov-07	60	4 369 178,82
258	CROUS 13	Restructuration du restaurant universitaire de Saint Jérôme à Marseille	19-nov-07	34	3 762 594,67
259	CG 13	Reconstruction délocalisée du collège Joliot Curie à Aubagne	13-déc.-07	81	25 130 152,27
262	SDIS 13	Construction du Centre de Secours de Bourbon-Barbentane	20-mars-08	48	2 402 263,98
263	SDIS 13	Construction du Centre de Secours de Trets	25-mars-08	60	4 989 604,36
264	SDIS 13	Construction du centre de secours de Pelissane	14-nov-08	60	3 332 203,12
266	Vitrolles	Réalisation espaces publics cœur de ville à Vitrolles	3-avr.-09	91	12 874 270,24
268	SDIS 13	Réhabilitation-extension du centre de secours de Morigane	2-juil.-09	60	2 988 421,28
270	Univ. de la Méditerranée	Construction Bâtiment OCEANOMED	10-nov-09	83	16 500 777,09
271	Entraides	Construction d'un EHPAD St Jean du Désert	7-sept-09	50	12 055 248,00
272	SDIS 13	Construction du centre de secours de Sénas Mallemort	21-juin-10	60	4 107 910,77
273	SDIS 13	Construction du centre de secours de Port de Bouc	21-juin-10	60	4 946 736,52
274	SDIS 13	Construction du centre de secours de Gardanne	21-juin-10	60	7 194 657,53
275	Rognac	Centre culturel de Rognac	28-oct-10	43	3 503 386,59
276	Rognac	Centre de vie des séniors de Rognac	3-déc.-10	54	2 398 583,98
277	Rognac	Réaménagement de la place St Jacques à Rognac	3-déc.-10	55	3 427 959,65
278	Université de Nice	Bâtiment Fizeau	4-janv.-11	48	10 500 000,00
279	SDIS 13	Bâtiment Storione	23-mai-11	48	6 053 083,64
280	Univ. de la Méditerranée	Gymnase expérimental Luminy	27-mai-11	36	8 818 550,80
281	Univ. de la Méditerranée	Aménagement Bâtiment de Neurosciences	31-oct-11	28	2 122 057,30
TOTAL					405 236 193,18

Il est à noter que sur ces 38 opérations sous mandat :

- 6 sont en cours de chantier,
- 4 sont en période de garantie de parfait achèvement,
- 6 sont en phase de clôture,
- 22 sont en attente de quitus.

B- LA CONVENTIONS PUBLIQUE D'AMENAGEMENT

Le Syndicat Mixte de l'Arbois a notifié à Treize Développement, le 8 septembre 2003, une convention publique d'aménagement pour l'aménagement de la Zac du « domaine de la gare » à Aix en Provence (Europôle Méditerranéen de l'Arbois). La durée du contrat est fixée à 10 ans à compter de sa date de notification pour un montant total de rémunération forfaitaire de 1 341 700,00 € HT.

Un avenant n° 1 à cette convention ayant pour objet de modifier l'annexe financière nous a été notifié le 6 avril 2004.

Un avenant n° 2 ayant pour objet de retranscrire les nouvelles dispositions approuvées par la délibération n° 2011-0059 du 3 octobre 2011 relatives aux modalités de versement et de remboursement des avances de trésorerie prévues au CRACL 2009/2010 nous a été notifié en novembre 2011.

Le montant total du bilan initial de l'opération s'élève à 21 141 067 € HT intégrant une participation aux équipements publics de 5 006 067 € HT.

Le 3^{ème} compte rendu annuel aux collectivités locales Exercice 2005 – Perspectives 2006 a mis en évidence un bilan actualisé d'un montant de 24 085 497 € HT. Il est à noter que la participation est restée inchangée.

Le 4^{ème} compte rendu annuel aux collectivités locales Exercice 2006 – Perspectives 2007 (CRACL) a été élaboré en septembre 2007 et approuvé, à l'unanimité et sans réserve, le 11 février 2008 par le Comité Syndical du Syndicat Mixte de l'Arbois (délibération n° 2008-869). Le bilan actualisé s'élevait dans ce CRAC à 24 270 010 € HT. (participation aux équipements publics inchangée).

Le 5^{ème} compte rendu annuel aux collectivités locales Exercice 2007 – Perspectives 2008 (CRACL) a été élaboré en septembre 2008 et approuvé, à l'unanimité et sans réserve, le 9 mars 2009 par le Comité Syndical du Syndicat Mixte de l'Arbois (délibération n° 2009-932). Le bilan actualisé s'élève dans ce CRAC à 24 267 379 € HT. (participation aux équipements publics inchangée).

Le 6^{ème} compte rendu annuel aux collectivités locales Exercice 2008 – Perspectives 2009 (CRACL) a été élaboré en septembre 2009 et approuvé, à l'unanimité et sans réserve, le 25 juin 2010 par le Comité Syndical du Syndicat Mixte de l'Arbois (délibération n° 2010-1012). Le bilan actualisé s'élève dans ce CRAC à 25 974 042 € HT. (participation aux équipements publics inchangée).

Le 7^{ème} compte rendu annuel aux collectivités locales Exercice 2009 – Perspectives 2010 (CRACL) a été élaboré en septembre 2010 et approuvé, à l'unanimité et sans réserve, le 3 octobre 2011 par le Comité Syndical du Syndicat Mixte de l'Arbois (délibération n° 2011-0059). Le bilan actualisé s'élève dans ce CRAC à 26 868 125 € HT. (participation aux équipements publics inchangée).

Le 8^{ème} compte rendu annuel aux collectivités locales Exercice 2010/2011 – Perspectives 2012/2013 (CRACL) a été approuvé le 24 juin 2013 par le Comité Syndical du Syndicat Mixte de l'Arbois (délibération n° 2013-0080).

Lors de ce même Comité Syndical (délibération n° 2013-0081), il a été autorisé la résiliation d'un commun accord de la convention publique d'aménagement.

La résiliation a été notifiée à la société le 05/08/13.

Conformément aux termes de la convention publique d'aménagement et à la délibération susmentionnée, Treize Développement a :

- procédé à la liquidation des dépenses inscrites au CRAC 2010-2011 et perspectives 2012-2013 approuvé et au bilan financier prévisionnel de clôture (dépenses / recettes estimées à 3 344 506,00 € TTC ; dépenses / recettes réalisées : 3 274 485,68 € TTC ; l'économie réalisée porte en grande partie à une baisse de la TVA résiduelle sur l'opération),
- vendu au nouvel aménageur le stock composé d'études et de terrains qui a fait l'objet d'un protocole signé le 29/01/14 (montant estimé à 1 393 064 € TTC ; montant réalisé : 1 325 133,58 € TTC),
- signé les avenants tripartites nécessaires aux transferts des contrats de prestations en cours avec le nouvel aménageur et les prestataires amenés à poursuivre leurs missions (Seba, Coshytec, Phototec, Artelia et Image),
- remboursé les avances versées par le SMA pour un montant total de 4 384 000 €,
- encaissé la participation d'équilibre versée par le SMA d'un montant de 1 923 478,51 € TTC (participation estimée à la somme de 1 951 442 € TTC).

Le bilan définitif de clôture a été présenté au Syndicat Mixte de l'Arbois en décembre 2014. Le Comité Syndical l'a approuvé à l'unanimité le 09/02/15 (délibération 2015-001 transmise en préfecture le 20/02/15).

C- LES CONDUITES D'OPERATIONS

Au 31 décembre 2014, notre société était attributaire d'une mission de conduite d'opération :

N° Opération	Maître d'ouvrage	LIBELLE OPERATION	Date de notification à 13d	Durée de la mission (en mois)	Montant total de la rémunération (en € HT.)
407	SDIS 13	Missions de programmation et d'assistance technique à Maîtrise d'ouvrage pour la construction d'un plateau technique feux de forêts sur le site de la Bastide blanche neuve à Velaux	27-août-09	28	40 905,00

Durant l'exercice 2015, aucun nouveau contrat n'a été signé.

D- LES ETUDES & AMO ENVIRONNEMENT

Au 1^{er} janvier 2015, le carnet de commandes du service Environnement de Treize Développement était composé des 4 contrats suivants :

N° Opération	Maître d'ouvrage	LIBELLE OPERATION	Date de notification à 13d	Durée de la mission (en mois)	Montant total de la rémunération (en €HT.)
331	EPAD Ouest Provence	Plan de gestion et de reconversion urbaine de la friche industrielle de Rassuen	13-déc.-10	60	93 456,00
336	ADEME	Mission d'assistance technique pour la gouvernance, l'animation et la réalisation des inventaires déchets 2012-2013-2014 de l'Observatoire Régional des déchets en PACA	22-nov.-13	45	410 300,00
337	CG05	Evaluation environnementale pour le plan départemental de prévention et de gestion des déchets issus des chantiers du BTP (Hautes Alpes)	18-févr.-14	11,5	9 975,00
338	CG04	Plan départemental de prévention et de gestion des déchets issus des chantiers du BTP (Alpes de Haute Provence)	6-nov.-14	30	36 800,00

Durant l'exercice 2015, Treize Développement a contractualisé deux nouvelles affaires (en cotraitance avec G2C Ingénierie) :

N° Opération	Maître d'ouvrage	LIBELLE OPERATION	Date de notification à 13d	Durée de la mission (en mois)	Montant total de la rémunération (en € HT.)
339	CG83	Evaluation environnementale du plan départemental de prévention et de gestion des déchets issus de chantiers du BTP du Var	2-avr.-15	9	11 900,00
340	ADEME	Mission d'assistance pour une animation régionale autour des déchets du BTP	21-sept.-15	30	37 450,00

Parallèlement, un contrat a pris fin :

N° Opération	Maître d'ouvrage	LIBELLE OPERATION	Date de notification à 13d	Durée de la mission (en mois)	Montant total de la rémunération (en € HT.)
331	EPAD Ouest Provence	Plan de gestion et de reconversion urbaine de la friche industrielle de Rassuen	13-déc.-10	60	93 456,00

III - ENGAGEMENTS FINANCIERS SUR OPERATIONS

**A – BILANS DES OPERATIONS AU 31/12/15
RESUMES PAR NATURE JURIDIQUE**

BILAN DES MANDATS CUMULES AU 31/12/15					
ACTIF				PASSIF	
Stocks et en-cours	Avances et acomptes versées sur commandes	305 493	Dettes financières	Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit	1 019 806
	Créances clients et comptes rattachés	3 786 777		Dettes d'exploitation	Dettes fournisseurs et comptes rattachés
	Autres créances	779 027			Dettes fiscales et sociales
Divers	Valeurs mobilières de placement	0	Dettes diverses	Dettes mandants	3 726 280
	Disponibilités	2 492 932			Autres dettes
Totaux		7 364 229		Totaux	7 364 229

BILAN DES CONVENTIONS PUBLIQUES D'AMENAGEMENT CUMULES AU 31/12/15					
ACTIF				PASSIF	
Stocks et en-cours	Stocks en-cours production de services	0	Dettes financières	Emprunts et dettes financières divers	
	Avances et acomptes versées sur commandes	0			
Créances	Créances clients et comptes rattachés	0	Dettes d'exploitation	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	0
	Autres créances	0			Dettes fiscales et sociales
Divers	Valeurs mobilières de placement	0	Dettes diverses	Dettes mandants	0
	Disponibilités	0			Autres dettes
Comptes de régularisation	Charges constatées d'avance	0	Comptes de régularisation	Produits constatés d'avance	
Totaux		0		Totaux	0

PM. Convention publique d'aménagement résiliée en août 2013 - quitus obtenu en février 2015

B – EMPRUNTS ET DECOUVERTS BANCAIRES

Au 31-12-15, le montant des disponibilités sur les comptes courants des opérations sous mandats s'élève à + 2 492 932 € (pour mémoire, le compte bancaire rattachée à la convention publique de la ZAC de la gare a été clôturé en 2015 suite à l'obtention du quitus).

Compte tenu de la conjoncture économique depuis la fin de l'année 2008, il a été décidé de ne plus placer les excédents de trésorerie sur des comptes SICAV afin d'éviter tout risque financier. Désormais, les comptes courants « opérations » sont rémunérés au taux EONIA - 0.2 %.

Il est rappelé que les intérêts débiteurs et les produits financiers générés sur l'ensemble des comptes bancaires des opérations sont portés aux bilans des opérations et n'impactent, à aucun moment et en aucune manière, les comptes propres de Treize Développement.

Les 19 comptes bancaires présentant un solde négatif au 31-12-15 sont les suivants :

N° Op	Maître d'ouvrage	Libellé Opération	Découvert en € au 31/12/15
201	CG 13	Construction des archives et de la bibliothèque de prêt départementales	31 369
209	CG 13	Construction de la gendarmerie d'Orgon	74 581
212	CG 13	Extension de la faculté des sciences du sport de Marseille Luminy	384
222	CG 13	Reconstruction du collège Frédéric Mistral à Arles	10 301
228	SDIS 13	Construction du centre de secours principal de la Ciotat	921
229	SDIS 13	Construction du centre de secours d'Arles et du groupement nord	4 939
236	CG 13	Construction du collège Darius Milhaud à Marseille	57
237	CG 13	Construction du Gymnase Darius Milhaud à Marseille	2
238	CG 13	Reconstruction du collège Vallon de Toulouse à Marseille	14 085
246	CG 13	Faculté d'odontologie	3 278
252	SDIS 13	Construction du centre de secours de Mollégès	2 360
253	SDIS 13	Construction du centre de secours d'Aubagne	2 908
259	CG 13	Reconstruction délocalisée du collège Joliot Curie à Aubagne	733 918
261	CG 13	Reconstruction-extension partielle du collège Mignet à Aix-en-Provence	10
262	SDIS 13	Construction du Centre de Secours de Bourbon-Barbentane	369
263	SDIS 13	Construction du Centre de Secours de Trets	26 939
271	Entraides	Construction d'un EHPAD St Jean du Désert	3 277
273	SDIS 13	Construction du centre de secours de Port de Bouc	77 359
274	SDIS 13	Construction du centre de secours de Gardanne	32 657
279	SDIS 13	Bâtiment Storione	91
TOTAL			1 019 806

IV - RESULTAT DE L'EXERCICE 2015

A – PRESENTATION SYNTHETIQUE**I- LE COMPTE DE RESULTAT DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE 2015**

COMPTE DE RESULTAT	2015	Rappel 2014	Rappel 2013	Rappel 2012	Rappel 2011	Rappel 2010	Rappel 2009	Rappel 2008
Rém. sur prestations d'assistance et d'études	184 522	210 145	182 433	573 151	1 291 995	1 773 058	2 376 354	2 030 812
Rémunération sur opérations de mandats	610 600	1 055 062	1 347 392	2 005 144	2 366 236	2 956 999	2 518 369	2 614 006
Rémunération sur opérations CPA	0	0	102 937	203 344	178 130	159 483	154 179	124 451
Tsfert chges d'exploitation - Reprises provisions	114 039	188 323	148 352	75 538	59 588	50 901	137 804	90 872
Autres produits de gestion courante	20 690	25 269	49 433	0	0	4 500	1 600	95 828
Produits exceptionnels	15 922	20 937	0	0	97	0	21 633	0
Production stockée (CPA)	-4	717	-3 384 587	404 479	220 698	218 075	326 724	272 539
Production études opérations propres	0	0	0	0	0	0	0	-43 400
Production vendue (CPA) - Produits financiers	0	0	3 096 730	1 638	1 255	382	199	1 039
Produits financiers	80	179	117	916	2 286	6 193	4 207	22 225
Prestations GIE	457 663	701 527	2 001 606	2 607 934	2 385 704			
Total des produits	1 403 512	2 202 159	3 544 413	5 872 144	6 505 989	5 169 590	5 541 069	5 208 374
Achats (CPA)	-4	717	-288 176	404 479	220 698	218 075	326 724	272 539
Autres achats et charges externes	6 011	7 811	39 337	46 669	65 634	73 537	72 898	73 915
Services extérieurs	118 248	160 864	303 036	370 794	612 511	510 983	549 688	483 181
Charges GIE	708 045	801 150	1 269 937	1 761 230	2 065 561			
Autres services extérieurs	81 535	151 140	210 347	321 644	325 413	327 126	316 927	328 458
Impôts & Taxes & Formations	16 769	32 668	69 644	103 839	120 854	115 622	124 879	117 073
Salaires & Traitements	498 569	872 797	1 471 575	1 799 406	2 293 958	2 513 852	2 628 700	2 496 006
Charges sociales	224 441	405 839	749 781	931 920	1 186 496	1 269 520	1 291 378	1 207 006
Autres charges de gestion courante	0	89 558	0	0	-3	0	0	387
Autres charges (CPA)	452	319	0	1 638	1 255	382	199	1 039
Charges financières	1 711	0	114	243	67	2 175	1 161	2 350
Charges exceptionnelles	192	29 235	579	10 455	0	1 237	1 348	1 206
Dotations aux amortissements	0	0	8 053	27 979	71 415	104 097	97 834	82 660
Dotations aux provisions	34 443	452	77 319	56 648	88 205	1 669	16 912	55 112
Impôts sur les bénéfices		0	0	0	0	12 439	43 868	40 868
Total des charges	1 690 412	2 552 550	3 911 546	5 836 944	7 052 064	5 150 711	5 472 516	5 161 799
BENEFICE NET COMPTABLE	-286 900	-350 391	-367 133	35 200	-546 075	18 879	68 554	46 575

II- LES REMUNERATIONS PERCUES PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX

Monsieur Denis Rossi, Président de la société jusqu'en avril 2015, a perçu une rémunération brute de 9 794,57 € au titre de son mandat social en 2015. Monsieur Thierry SANTELLI, nouveau Président de la société suite aux élections départementales, a perçu une rémunération brute de 12 962,94 € au titre de son mandat social en 2015.

Monsieur Philippe de Marqueissac, Directeur Général, a perçu au cours de l'exercice 2015 une rémunération brute de 24 863,32 € au titre de son mandat social.

III- L'AFFECTATION DU RESULTAT

Le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée Générale Ordinaire (cf. projet de résolutions) d'affecter le résultat net comptable déficitaire soit - 286 900,42 € en report à nouveau.

IV- LA SITUATION DE TRESORERIE DE LA SOCIETE

Au 31 décembre 2015, la trésorerie de la société est de - 69 666,57 euros réparties comme suit :

- compte courant bancaire : - 71 258,17 €,
- placements fonds propres société : 0,00 €,
- autres (TR, ...) : 1 591,60 €.

V- LES DETTES FOURNISSEURS AU 31/12/15

Le règlement des fournisseurs de Treize Développement (société et opérations sous mandats) respecte les dispositions du code des marchés publics, à savoir :

- délai global de 45 jours jusqu'au 31 décembre 2008,
- délai global de 40 jours à compter du 1^{er} janvier 2009,
- délai global de 30 jours à compter du 1^{er} juillet 2010.

Il est à noter que la date de référence est le jour de la parution de la publicité.

L'encours global exigible au 31/12/15 d'un montant de 2.565.782 euros a une échéance à moins de 30 jours pour un montant de 1.074.353 euros. Le solde d'un montant de 1.491.429 euros a, quant à lui, une échéance supérieure à 30 jours, sachant qu'il correspond à des sommes consignées ou à des prestations facturées mais non entièrement réalisées.

B – COMMENTAIRES

Le chiffre d'opérations 2015 (volume des dépenses réglées au titre des opérations) s'élève à 13,1 M€ TTC pour un total de produits de 1,4 M€ HT.

Les Produits : 1 404 K€

Le chiffre d'affaires net s'élève à 1.253 K€, et est constitué :

- des rémunérations perçues au titre des missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage et d'études dans le domaine de l'environnement : 179 K€

N° Op	Client	Libellé Opération	Rem 2015 HT
331	EPAD Ouest	Plan de gestion et de reconversion urbaine de la friche industrielle de Rassuen	1 616
336	ADEME	ORD PACA 2012-2013-2014	160 533
337	CG 05	Evaluation environnementale pour le plan départemental de prévention et de gestion des déchets issus des chantiers du BTP (Hautes Alpes)	0
338	CG 04	Plan départemental de prévention et de gestion des déchets issus des chantiers du BTP (Alpes de Haute Provence)	10 328
339	CG 83	Evaluation environnementale plan BTP du Var - co-traitance G2C	2 450
340	ADEME	Animation régionale autour des déchets du BTP	3 745
TOTAL			178 672

- des rémunérations perçues au titre des conduites d'opérations : 6 K€

N° Op	Maître d'ouvrage	Libellé Opération	Rem 2015 HT
407	SDIS 13	ATMO plateau technique feux de forêts à Velaux	5 850
TOTAL			5 850

- des rémunérations perçues au titre des mandats : 611 K€

Cf. tableau page suivante

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône du 30 juin 2017 - Rapport n° 15

TREIZE DEVELOPPEMENT
CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 32

Rapport de Gestion sur l'exercice 2015 et les perspectives 2016

N° Op	Maître d'ouvrage	Libellé Opération	Rem 2015 HT
201	CG 13	Construction des archives et de la bibliothèque de prêt départementales	77 040
202	CG 13	Construction du collège 600 "Haute Qualité Environnementale"	0
205	CG 13	Réhabilitation du collège Vieux Port à Marseille	0
206	CG 13	Construction des laboratoires départementaux à Marseille	30 932
209	CG 13	Construction de la gendarmerie d'Orgon	0
210	CG 13	Construction de la gendarmerie de Gréasque	0
218	CG 13	Réhabilitation du collège Fraissinet à Marseille	0
220	CG 13	Réhabilitation du collège Campra à Aix-en-Provence	0
222	CG 13	Reconstruction du collège Frédéric Mistral à Arles	37 576
227	SDIS 13	Construction du centre de formation et des services techniques de Velaux	0
228	SDIS 13	Construction du centre de secours principal de la Ciotat	0
229	SDIS 13	Construction du centre de secours d'Arles et du groupement nord	0
231	SDIS 13	Construction du centre de secours d'Allauch	0
232	SDIS 13	Construction du centre de secours de Jouques / Peyrolles	0
234	CG 13	Reconstruction du collège Arene Bachas à Marseille	0
236	CG 13	Construction du collège Darius Milhaud à Marseille	0
238	CG 13	Reconstruction du Collège Vallon de Toulouse à Marseille	0
239	CG 13	Reconstruction des Collèges Romain Rolland et Vincent Scotto à Marseille	0
240	CG 13	Reconstruction Réhabilitation du Collège Jean Guicheno à Lambesc	8 508
241	CG 13	Réhabilitation du Collège Alphonse Daudet à Istres	38 084
245	SDIS 13	Aix la Chevalière	0
246	CG 13	Faculté d'odontologie	0
248	St Rémy	Stades "Sans Souci" & de la "Petite Crau" St Rémy	0
249	Univ. Méd.	Réhabilitation bâtiment de neurosciences	16 383
251	SDIS 13	Centre de secours d'Ensues-Carry	0
252	SDIS 13	Construction du centre de secours de Mollégès	0
253	SDIS 13	Construction du centre de secours d'Aubagne	0
254	CROUS 13	Démolition-Reconstruction de la résidence Madagascar à Marseille	18 440
256	SDIS 13	Construction du centre de secours des Pennes Mirabeau	12 543
257	SDIS 13	Construction du centre de secours de St Martin de Crau	12 425
258	GROUS 13	Restructuration du resto U Saint Jérôme	0
259	CG 13	Reconstruction délocalisée du collège Joliot Curie à Aubagne	23 283
261	CG 13	Reconstruction-Extension partielle du collège Mignet à Aix en Provence	0
262	SDIS 13	Construction du centre de secours de Boulbon-Barbentane	0
263	SDIS 13	Construction du centre de secours de Trets	44 423
264	SDIS 13	Construction du centre de secours de Pelissane	0
265	Rognac	Réhabilitation piscine de Rognac	0
266	Vitrolles	Réalisation espaces publics cœur de ville à Vitrolles	64 682
268	SDIS 13	Réhabilitation-extension du centre de secours de Marignane	4 628
270	Univ. Méd.	Construction Bâtiment OCEANOMED	13 025
271	Entraides	Construction d'un EHPAD St Jean du Désert	0
272	SDIS 13	Construction du centre de secours de Sénas Mallemort	0
273	SDIS 13	Construction du centre de secours de Port de Bouc	34 186
274	SDIS 13	Construction du centre de secours de Gardanne	48 603
275	Rognac	Centre culturel de Rognac	10 473
276	Rognac	Centre de vie des séniors de Rognac	11 680
277	Rognac	Réaménagement de la place St Jacques à Rognac	10 065
278	Univ. Nice	Réhabilitation extension du bâtiment Fizeau - Université de Nice	78 738
279	SDIS 13	Bâtiment Storione - SDIS 13	0
280	Univ. Méd.	Gymnase expérimental de Luminy - Université de la Méditerranée	13 035
281	Univ. Méd.	RDC & SS Bâtiment Neurosciences	1 849
TO TAL			610 601

Quitus obtenu

Quitus en attente et demandés sur exercices précédents

Quitus demandé en 2015 et en attente

- de prestations de services effectuées dans le cadre du GIE 13 CECA créé entre Treize Développement et Terra 13 pour un montant de **457 K€**.

Au cours de l'exercice 2015, le coût des moyens communs (humains et matériels) mis à disposition par Treize Développement au GIE a donc représenté un montant de **457 K€**.

La totalité de ce coût a donc été facturé au GIE, ce dernier refacturant cette somme à ses membres selon les clefs de répartition indiquées page suivante.

Les autres produits d'exploitation s'élèvent à 135 K€, et sont constitués :

- des transferts de charges d'exploitation & reprises de provisions pour 114 K€ (remboursements Médéric pour 15 K€, 3 K€ de reprises de provisions sur engagement retraite , 77 K€ de reprise de provision sur risque prud'homal et 19 K€ de transfert de charges - avantages en nature).
- d'autres produits pour un montant de 21 K€ (extourne charges à payer EDF).

Les produits financiers d'un montant de 0 K€ (80 €), proviennent de la rémunération du compte bancaire de la société.

Les produits exceptionnels d'un montant de 16 K€, correspondent à l'annulation de chèques émis à l'attention des fournisseurs non débités et ayant fait l'objet d'une prescription commerciale.

La répartition des rémunérations facturées aux différents donneurs d'ordre est la suivante :

Donneurs d'ordre	Rem 2015 HT	% CA	Rappel % CA 2014	Rappel % CA 2013	Rappel % CA 2012	Rappel % CA 2011	Rappel % CA 2010	Rappel % CA 2009	Rappel % CA 2008	Rappel % CA 2007	Rappel % CA 2006	Rappel % CA 2005	Rappel % CA 2004	Rappel % CA 2003	Rappel % CA 2002
Conseil Général des Bouches du Rhône	215 423	27,1%	33,7%	34,4%	40,0%	40,4%	67,8%	70,0%	75,3%	75,6%	72,3%	83,6%	84,0%	88,4%	100,0%
Service Départemental d'Incendie et de Secours des Bouches du Rhône	162 657	20,5%	21,0%	24,6%	16,5%	16,5%	10,0%	9,0%	5,6%	9,1%	11,5%	5,7%	6,2%	7,3%	
Syndicat Mixte de l'Arbois	0	0,0%	0,0%	6,3%	7,4%	7,4%	3,3%	3,6%	2,6%	3,4%	8,0%	8,3%	8,7%	4,3%	
Syndicat intercommunal du Grand Vallat	0	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%	0,1%	1,1%	0,8%		
Service Départemental d'Incendie et de Secours des Hautes Alpes	0	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%	0,9%	0,4%	0,6%	0,3%		
Ville de Saint-Rémy-de-Provence	0	0,0%	0,0%	0,2%	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%	0,7%	0,3%	1,0%	0,8%			
Université de la Méditerranée	44 293	5,6%	13,2%	6,5%	5,8%	5,8%	2,0%	1,9%	1,0%	1,4%	0,8%				
Ville de Septèmes-les-Vallons	0	0,0%	0,0%	0,6%	0,5%	0,5%	1,2%	1,7%	0,1%	0,3%	0,7%				
Crous d'Aix-Marseille	18 440	2,3%	0,0%	2,2%	2,5%	2,5%	0,5%	1,0%	0,5%	0,4%	0,0%				
Ville de Ceyreste	0	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%				
Ville d'Auriol	0	0,0%	0,7%	0,7%	1,5%	1,5%	0,5%	0,2%	0,7%	0,7%	0,2%				
Association Entraide 13	0	0,0%	1,8%	0,5%	3,8%	3,8%	4,6%	3,7%	1,9%	2,5%	0,7%				
SAN Ouest Provence	1 616	0,2%	1,8%	0,7%	1,2%	1,2%	1,1%	4,9%	2,1%	1,7%	1,8%				
ADEME	164 278	20,7%	13,0%	9,0%	11,8%	11,3%	3,4%	1,6%	0,2%	1,6%	2,3%				
Aliapur	0	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,2%				
GHB	0	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,7%	1,4%					
SEMIDEP	0	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,4%					
Ministère de la Culture	0	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,2%	0,1%	0,0%					
CHU E. Toulouse	0	0,0%	0,0%	0,1%	0,6%	0,6%	0,6%	0,5%	1,0%	0,3%					
SCV Michelet	0	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,2%	1,0%	7,4%						
Ville de Rognac	32 219	4,1%	0,7%	7,4%	4,1%	4,1%	1,1%	0,6%							
Ville de Vitrolles	64 682	8,1%	5,4%	5,0%	3,3%	3,3%	0,8%								
Ville de La Ciotat	0	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,6%								
RECORD	0	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,2%								
BRGM	0	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,2%								
Wilaya d'Alger	0	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	1,8%								
Université de Nice	78 738	9,9%	8,0%	1,8%	1,1%	1,1%	0,0%								
GIRUS/ REGION PACA	0	0,0%	0,1%	0,2%											
Conseil Général des Hautes Alpes	0	0,0%	0,5%												
Conseil Général des Alpes de Haute Provence	10 328	1,3%	0,2%												
Conseil Général du Var	2 450	0,3%													
TOTAL	795 123	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Les Charges : 1 690 K€

Les montants des charges ci-dessous comprennent les charges propres de la société et les charges refacturées « poste par poste » par le GIE 13 CECA.

En ce qui concerne les charges de personnel, elles sont réparties au prorata du chiffre d'affaires de chacun des membres du GIE.

En ce qui concerne les charges autres que celles du personnel, elles sont réparties suivant l'effectif de chacune des entités augmenté de la quote-part des salariés du GIE.

Matières et fournitures non stockées : 6 K€ / 11 K€ après affectation des charges du GIE

L'essentiel de la consommation d'électricité est lié au fonctionnement du système de chauffage - climatisation, constitué d'une pompe à chaleur (6 K€). Quant à l'eau, elle est incluse dans les charges locatives.

Le carburant, les fournitures d'entretien et les petits équipements représentent une charge de 3 K€.

Il a été commandé pour 2 K€ de fournitures de bureau (y compris fournitures informatiques) en 2015.

Sous-traitance GIE : 708 K€ / 0 K€ après affectation des charges du GIE

Il s'agit de la refacturation par le GIE des moyens humains et matériels. Cette refacturation a été ventilée sur les différents postes comptables (d'où 0 K€).

Sous-traitance générale : 37 K€ / 22 K€ après affectation des charges du GIE

Ce poste comprend le coût des photocopies faites en interne (9 K€) et en externe (0 K€), et celui d'une sous-traitance technique dans le cadre du contrat passé avec l'ADEME sur l'observatoire régional des déchets (13 K€).

Redevances de Crédit-Bail : 0 K€ / 0 K€ après affectation des charges du GIE

Les crédits baux de téléphonie et du mobilier de bureau sont arrivés à échéance en 2008.

Locations : 34 K€ / 61 K€ après affectation des charges du GIE

Treize Développement est hébergé dans les bureaux mis à disposition par le GIE 13 CECA (46 K€).

Le coût de la location du matériel (essentiellement de reprographie) est de 10 K€.

Les locations de véhicules représentent une charge de 5 K€ sur l'exercice.

Charges locatives et copropriété : 0 K€ / 10 K€ après affectation des charges du GIE

RAS

Entretien, Réparations, Surveillance : 2 K€ / 7 K€ après affectation des charges du GIE

Des contrats d'entretien et de de maintenance ont été souscrits par le GIE (pris en charge à hauteur de 7 K€ par Treize Développement) pour :

1. l'entretien des bureaux par la société NERA,
2. les logiciels de gestion (GO7, NUEVO, MARCO & BUSINESS GEOGRAPHIC),
3. la machine à affranchir (SECAP),
4. les extincteurs (DESAUTEL),
5. le système de chauffage/climatisation (3 G Tech),

6. la télésurveillance des locaux assurée par la société Telsud qui se rend sur place lors du déclenchement du système d'alarme,
7. le matériel SHARP.

Primes d'Assurances : 27 K€ / 23 K€ après affectation des charges du GIE

Deux contrats d'assurances souscrits par la société sont en cours :

1. la Responsabilité Civile Professionnelle auprès de Gras Savoye (12 K€),
2. la Responsabilité des Dirigeants (contrat Elite) auprès de la SMABTP (3 K€).

Les assurances contractées initialement par la société puis transférées au GIE (Multirisque 100% Pro bâtiment & mobilier auprès de Generali France , Multirisque Globale Informatique auprès de Generali France, Transport et Perte d'emploi dirigeant auprès d'AXA) représentent un coût de 7 K€.

La prise en charge par la société des surprimes d'assurances des agents utilisant leurs véhicules personnels pour les déplacements professionnels représente un coût de 1 K€ sur l'exercice.

Divers (Documentation, Colloques) : 18 K€ / 12 K€ après affectation des charges du GIE

Il s'agit des frais liés à la documentation de l'entreprise (4 K€), à la participation de colloques et à l'adhésion de notre société à la FNEPL, à l'ASSOEPL PACA, à l'OMP Veille appels d'offres, à la plateforme dématérialisation Groupe Moniteur et à l'AMO Provence (8 K€).

Personnel Intérimaire : 0 K€ / 1 K€ après affectation des charges du GIE

RAS

Honoraires : 36 K€ / 57 K€ après affectation des charges du GIE

Ce poste comprend les honoraires de gestion, techniques, juridiques et une quote-part des honoraires de gestion du GIE.

1. Honoraires de gestion : 29 K€
Ce poste concerne les honoraires d'expertise comptable et d'élaboration de la paie du Cabinet ADEXI ainsi que celles du Commissaire aux Comptes.
2. Honoraires techniques : 2 K€
Afin de ne pas alourdir la masse salariale, il a été fait appel à des prestataires extérieurs pour absorber une pointe d'activité au niveau du service de la construction publique au cours de l'exercice.
3. Honoraires juridiques : 6 K€
Ce poste est constitué d'honoraires d'avocats.
4. Quote-part des honoraires de gestion et de la prestation d'infogérance du GIE : 20 K€
Terra 13 prend en charge une partie des honoraires de gestion du GIE 13 CECA (contrôleur de gestion & commissaire aux comptes - 7 K€) et du contrat d'infogérance passé par le GIE 13 CECA (13 K€).

Frais d'actes et de contentieux : 1 K€ / 1 K€ après affectation des charges du GIE

RAS

Publicité, Cotisations et Dons : 0 K€ / 0 K€ après affectation des charges du GIE

RAS

Transports des biens et du personnel : 0 K€ / 0 K€ après affectation des charges du GIE

RAS

Déplacts, Missions, Réceptions : 23 K€ / 22 K€ après affectation des charges du GIE

Ce poste correspond aux frais des agents de la société et la quote-part des frais des agents du GIE (ou mise à disposition du GIE), chacun utilisant son véhicule personnel pour les déplacements professionnels et étant remboursé sur la base du barème kilométrique fiscal.

Frais de PTT & Telecom : 21 K€ / 20 K€ après affectation des charges du GIE

RAS

Services Bancaires et assimilés : 0 K€ / 0 K€ après affectation des charges du GIE

RAS

Impôts et Taxes sur Rémunérations : 6 K€ / 8 K€ après affectation des charges du GIE

RAS

Autres Impôts et Taxes : 11 K€ / 5 K€ après affectation des charges du GIE

RAS

Charges de personnel : 723 K€ / 957 K€ après affectation des charges du GIE

La présentation des salariés a été faite page 9 du présent rapport (723 K€)

La quote-part des charges de personnel des agents du GIE (uniquement agents fonctionnels) est de 234 K€.

Dotations aux amortissements : 0 K€ / 11 K€ après affectation des charges du GIE

Treize Développement bénéficie des moyens matériels mis à disposition par le GIE. A ce titre, elle prend en charge une quote-part des amortissements. Les postes informatiques ont fait l'objet d'un renouvellement complet en 2013 (appel d'offres lancé par le GIE).

Provisions : 34 K€ / 36 K€ après affectation des charges du GIE

Une provision de 34 K€ a été constituée à la demande du Département suite à la clôture de l'opération sous mandat relative à la construction de la gendarmerie d'Orgon. En effet, le mandant souhaite la prise en charge par la société d'un solde négatif du marché de travaux consécutif d'une procédure aux frais et risques intentée à l'encontre d'une société défailtante et aujourd'hui en liquidation judiciaire. Treize Développement a sollicité la prise en charge de cette somme par son assureur RC.

De plus, il a été provisionné une somme de 2 K€ pour la prise en charge la quote-part des « engagements retraite » des agents du GIE.

Autres Charges : 0 K€ / 0 K€ après affectation des charges du GIE

RAS

Charges financières : 2 K€ / 2 K€ après affectation des charges du GIE

RAS

Charges exceptionnelles : 0 K€ / 0 K€ après affectation des charges du GIE

RAS

Impôts sur les Bénéfices : 0 K€

RAS

Le résultat de l'exercice : - 287 K€

V – EVENEMENTS IMPORTANTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Aucun événement important postérieur à la clôture de l'exercice n'est à signaler.

VI – PERSPECTIVES D'ACTIVITES 2016

A - LES CONVENTIONS DE MANDAT

Depuis l'ouverture à la concurrence des conventions de mandat voulue par l'Europe en 2005, Treize Développement a gagné, sur appel d'offres, 36 nouvelles conventions (2 en 2005, 6 en 2006, 7 en 2007, 3 en 2008, 7 en 2009, 6 en 2010, 4 en 2011 et 1 en 2012).

Depuis l'exercice 2013, aucun nouveau contrat n'est venu compléter le carnet de commandes de la société (peu d'appels d'offres sont parus depuis cette date).

Au 1^{er} janvier 2016, le carnet de commandes est composé de 38 opérations :

- 4 sont en cours de chantier (centres de secours de Trets, Port de Bouc et Gardanne et phase II du collège Vallon de Toulouse)
- 2 seront réceptionnées dans le courant du 1^{er} trimestre 2016 (espaces publics de Vitrolles, bâtiment Fizeau de l'Université de Nice),
- 10 feront l'objet d'une demande de quitus en 2015 (2 opérations du CD 13, 4 du SDIS 13, 1 de l'Association Entraïdes, 2 de l'Université d'Aix-Marseille, 1 de la ville de Rognac)
- 22 sont en attente de quitus (5 du CD 13, 11 du SDIS 13, 2 de la ville de Rognac, 1 de la ville de St Rémy, 1 du CROUS 13 et 2 de l'Université de la Méditerranée).

B- LES CONDUITES D'OPERATIONS

Treize Développement répond, comme pour les opérations sous mandats, aux consultations lancées par les différents donneurs d'ordres.

Depuis le début de l'exercice 2013, aucun appel d'offres ne présentait d'intérêt pour notre société (opération lointaine, investissement limité, ...).

Une conduite d'opération est en cours : le plateau technique feux de forêts à Velaux pour le compte du SDIS (période de garantie de parfait achèvement en cours).

C- LES ETUDES & AMO ENVIRONNEMENT
--

Le carnet de commandes 2016 est composé des cinq missions suivantes dont deux se solderont sur l'exercice (op. 337 & 339) :

N° Opération	Maître d'ouvrage	LIBELLE OPERATION	Date de notification à 13d	Durée de la mission (en mois)	Montant total de la rémunération (en € HT.)
336	ADEME	Mission d'assistance technique pour la gouvernance, l'animation et la réalisation des inventaires déchets 2012-2013-2014 de l'Observatoire Régional des déchets en PACA	22-nov.-13	45	410 300,00
337	CG05	Evaluation environnementale pour le plan départemental de prévention et de gestion des déchets issus des chantiers du BTP (Hautes Alpes)	18-févr.-14	11,5	9 975,00
338	CG04	Plan départemental de prévention et de gestion des déchets issus des chantiers du BTP (Alpes de Haute Provence)	6-nov.-14	30	36 800,00
339	CG83	Evaluation environnementale du plan départemental de prévention et de gestion des déchets issus de chantiers du BTP du Var	2-avr.-15	9	11 900,00
340	ADEME	Mission d'assistance pour une animation régionale autour des déchets du BTP	21-sept.-15	30	37 450,00

Depuis le début de l'année 2016, Treize Développement a gagné sur appel d'offres une nouvelle affaire :

N° Opération	Maître d'ouvrage	LIBELLE OPERATION	Date de notification à 13d	Durée de la mission (en mois)	Montant total de la rémunération (en € HT.)
341	Région PACA	Mission d'assistance pour le suivi du plan régional des déchets dangereux	6-avr.-16	24	87 500,00

Il est prévu de répondre à 2 nouveaux appels d'offres (à minima) qui devraient être lancés d'ici le mois de septembre :

- ADEME / Observatoire Régional des Déchets PACA (données 2015-2016-2017) : les 2 premières missions d'une durée chacune de 45 mois ont été confiées à notre société pour un montant total de 784 K€,
- Région PACA / élaboration du plan régional des déchets.

Par mesure de prudence, le chiffre d'affaires potentiel de ces 2 missions n'a pas été intégré au budget prévisionnel 2016.

VII - BUDGET PREVISIONNEL 2016

A – PRESENTATION SYNTHETIQUE

DETAIL après neutralisation écritures CPA et consolidation écriture GIE	RESULTAT 2015 13D	BUDGET PREVISIONNEL 2016 13D
<u>CHARGES D'EXPLOITATION</u>		
<u>ACHATS</u>		
Edf/Gdf - Eau	6 449	6 000
Carburant	2 173	2 000
Produits d'Entretien		
Petit Outillage	439	1 000
Fournitures de Bureau	1 873	2 000
Fournitures Informatiques	177	1 000
	11 110	12 000
<u>SERVICES EXTERIEURS</u>		
Travaux Tirages Extérieurs	55	
Photocopies internes	8 745	5 000
Sous-traitance technique	13 430	6 000
Credit Bail Mobilier		
Location immobiliere	45 532	41 000
Charges Locatives	10 251	9 000
Location de Materiel	15 479	11 000
Entretien des Locaux	6 980	7 000
Entretien Materiel Bureau, Maintenance	-164	8 000
Interventions et surveillance	424	1 000
Assurances RC, Multirisque, Mandataires	21 277	19 000
Assurances Véhicules	1 700	2 000
Assurances diverses CNR		
Documentation Générale	3 965	3 000
Seminaires, Colloques & Cotisations	8 214	6 000
	135 890	118 000
<u>AUTRES SERVICES EXTERIEURS</u>		
Personnel Interimaire	811	1 000
Honoraires Gestion	48 620	47 000
Honoraires Techniques	2 191	1 000
Honoraires Juridiques	6 100	9 000
Frais d'Actes & Contentieux	1 148	1 000
Publicité		1 000
Frais de Déplacement / transport par tiers	12 023	12 000
Missions & Réceptions	9 849	12 000
Frais de PTT & TELECOM	19 896	16 000
Services Bancaires	193	1 000
Dons		
	100 831	101 000
<u>IMPÔTS & TAXES</u>		
Taxe Professionnelle - TVTS	4 705	4 000
Taxe sur salaires	8 320	8 000
	13 025	12 000
<u>FRAIS DE PERSONNEL</u>		
Personnel Propre	959 564	783 000
Formation	-2 275	1 000
	957 289	784 000
<u>CHARGES FINANCIERES</u>		
Interets & Agios Bancaires	1 730	2 000
<u>AUTRES CHARGES</u>		
	192	
<u>AMORTISSEMENTS</u>		
	10 787	7 000
<u>PROVISIONS</u>		
	35 557	1 000
<u>TRANSFERT DE CHARGES</u>		
TOTAL DES CHARGES	1 266 412	1 037 000

DETAIL après neutralisation écritures CPA et consolidation écriture GIE	RESULTAT 2015 13D	BUDGET PREVISIONNEL 2016 13D
PRODUITS D'EXPLOITATION		
PRESTATIONS DE SERVICES ET ETUDES		
Assistance à Maîtrise d'Ouvrage	178 672	181 000
Etudes		
Mission Diagnostic et Maintenance		
<i>Etudes & AMO nouvelles</i>		
	178 672	181 000
REMUNERATION SUR OPERATIONS		
Conduites d'opérations privées		
Mandats privés		23 000
Conduites d'opérations publiques	5 850	3 000
Mandats publics	610 601	655 000
Concessions et mandats d' Aménagement		
<i>Opérations nouvelles "Aménagement"</i>		
<i>Opérations nouvelles "Construction Publique"</i>		
	616 451	680 000
PRODUITS FINANCIERS	80	
PRODUITS EXCEPTIONNELS	15 922	
PRODUITS DIVERS (Repises Provisions)	101 021	22 000
RBT CHARGES		
PRODUCTION DE BIENS (Variation de Stock)		
PRESTATIONS AU GIE	67 366	40 000
TOTAL DES PRODUITS	979 512	923 000
RESULTAT AVANT IS	-286 900	-114 000
IMPOT SOCIETE		
RESULTAT APRES IS	-286 900	-114 000

B - COMMENTAIRES SUR LE BUDGET PREVISIONNEL 2016

Dans ce scénario budgétaire, la perte sur l'exercice 2016 à hauteur de - 114 K€ ramènerait le niveau de fonds propres de la société à 247 K€, soit en dessous de la moitié du capital social (284 K€), élément de nature à compromettre la continuité d'exploitation de l'entreprise.

Cette nouvelle perte s'explique par un carnet de commandes insuffisant au niveau de l'activité « construction publique ». En effet, très peu d'appels d'offres sont lancés par les collectivités territoriales ou les organismes publics du fait de l'existence d'outils dédiés, de la conjoncture économique et de la réforme territoriale. Au niveau des charges, il est difficile de réaliser d'autres économies en dehors d'un hébergement gratuit dans des bureaux de l'actionnaire majoritaire ou d'un repositionnement d'un ou deux salariés sur la SPL (le carnet de commandes actuel de la SPL ne le justifie pas).

Les pistes pour diminuer la perte, voire atteindre l'équilibre sont les suivantes :

- Un ou deux succès suite à nos réponses aux appels d'offres « environnement » (cf. page 43) généreraient un complément de chiffre d'affaires sur 2016,
- De nouvelles commandes confiées à la SPL Terra 13 pourraient permettre le repositionnement d'un ou deux agents opérationnels au cours de l'exercice, et diminuerait le montant des charges du GIE affectées à Treize Développement compte tenu des clefs de répartition (charges affectées aux 2 membres du GIE en fonction de leurs chiffres d'affaires et de leurs effectifs) ;
- Une provision de 31 K€ a été constituée dans les comptes de 2015, suite à la demande du Département de prendre à notre charge dans le cadre de la convention de mandat pour la construction de la gendarmerie d'Orgon, le solde négatif d'une entreprise placée en liquidation judiciaire, et ce, suite à la transmission du dossier « quitus ». Or, notre assureur Responsabilité Civile a adressé récemment un courrier à notre mandant lui indiquant s'être rapproché du liquidateur ; ce dernier a indiqué qu'il ne disposait d'aucun fonds pour honorer les créanciers chirographaires. L'assureur ne prendra donc pas en charge ce sinistre puisqu'il considère que le Département n' a subi aucun préjudice. Si le Département abandonne sa position, la provision pourra être reprise sur les comptes de 2016 ;

I – LES CHARGES (1 037 K€)

Il est rappelé que les clés de répartition des charges du GIE entre les deux membres fondateurs, pour établir le présent budget, sont constituées, d'une part, par l'effectif de chacune des entités pour tout ce qui concerne les charges autres que la masse salariale, et d'autre part, par la répartition du chiffre d'affaires en ce qui concerne les prestations intellectuelles réalisées par les agents du GIE.

Achat de matières et de fournitures

Il s'agit des achats courants d'exploitation à savoir :

- charges EDF/eau, carburant,
- produits d'entretien et petit outillage,
- fournitures de bureau et informatiques,

Soit un total de 12 K€ en 2016, contre 11 K€ en 2015.

Services extérieurs

Il s'agit des charges liées aux frais de tirages, à la sous-traitance technique, à la location des locaux et du matériel ainsi qu'à leur entretien et leur surveillance, et enfin aux différentes primes d'assurances et à la documentation générale.

Soit un total de 118 K€ en 2016, contre 136 K€ en 2015.

Autres services extérieurs

Il s'agit des charges de personnel intérimaire, honoraires, frais d'actes et contentieux, frais de déplacements, frais de publicité, frais de représentation de la société, frais de poste, services bancaires, cotisations et dons.

Soit un total de 101 K€ en 2016, contre 101 K€ en 2015.

Impôts et Taxes

Il s'agit de la contribution économique territoriale, des taxes d'apprentissage et sur salaires.

Soit un total de 12 K€ en 2016, contre 13 K€ en 2015.

Frais de personnel

Il s'agit des salaires et charges patronales des agents de la société, de leurs frais de formation et du coût des agents fonctionnels du GIE intervenant sur la société et ses opérations.

L'effectif de la société était, au 31/12/15, de 8 personnes (1 directeur de la construction publique, 3 chargés d'opérations, 1 assistante de chargés d'opérations, 1 agent de clôture d'opérations, 2 chargés d'études).

Au 1^{er} février 2016, un agent a été repositionné sur la société Terra 13 et a rejoint l'équipe chargées de l'étude relative à l'évolution du programme de référence de construction des collèges du Département des Bouches-du-Rhône. Le 30 avril 2016, le Directeur de la Construction Publique a fait valoir ses droits à la retraite.

Il n'est pas prévu d'autre mouvement de personnel d'ici la fin de l'année.

Aussi, l'effectif de la société serait de 6 agents au 31 décembre 2016.

Pour information, l'effectif du GIE 13 CECA (services fonctionnels : juridique, marchés, finances, comptabilité, ressources humaines, infogérance et moyens généraux) reste stable par rapport à 2014 et 2015 (10 salariés).

Soit un total de 784 K€ en 2016, contre 957 K€ en 2015.

Charges financières

Il s'agit des agios et intérêts bancaires au niveau de la gestion du compte société ainsi que des intérêts moratoires payés aux entreprises lorsque l'échéance de règlement a été dépassée.

Soit un total de 2 K€ en 2016, contre 2 K€ en 2015.

Autres Charges

Il s'agit de régularisation de charges diverses.

Soit un total de 0 K€ en 2016, contre 0 K€ en 2015.

Amortissements

Il s'agit de l'amortissement des immobilisations (mis à disposition par le GIE 13 CECA ou appartenant à la société) constituées des installations et agencements, du matériel de bureau, du matériel informatique et du mobilier.

Soit un total de 7 K€ en 2016, contre 11 K€ en 2015.

Provisions

Une actualisation de 1 K€ concernant la provision pour engagements retraite (salariés de la société et quote-part des salariés du GIE) est prévue sur l'exercice 2016.

Soit un total de 1 K€ en 2016, contre 36 K€ en 2015.

Transferts de charges – Prestations GIE

Comme en 2014 et 2015, il n'est pas prévu, au travers du GIE, de prestations d'experts opérationnels de la société Terra 13 sur des opérations de Treize Développement.

Soit un total de 0 K€ en 2016, contre 0 K€ en 2015.

<p>On constate, entre le compte de résultat 2015 et le budget prévisionnel 2016 une diminution des charges de 229 K€</p>

II – LES PRODUITS (923 K€)

Les Mandats

N° Op	Maître d'ouvrage	Libellé Opération	Rem 2016 HT BP 2016
201	CG 13	Construction des archives et de la bibliothèque de prêt départementales	172 335
209	CG 13	Construction de la gendarmerie d'Orgon	0
222	CG 13	Reconstruction du collège Frédéric Mistral à Arles	0
227	SDIS 13	Construction du centre de formation et des services techniques de Velaux	82 960
228	SDIS 13	Construction du centre de secours principal de la Giotat	0
229	SDIS 13	Construction du centre de secours d'Arles et du groupement nord	33 500
231	SDIS 13	Construction du centre de secours d'Allauch	0
232	SDIS 13	Construction du centre de secours de Jouques / Peyrolles	0
238	CG 13	Reconstruction du Collège Vallon de Toulouse à Marseille	32 364
239	CG 13	Reconstruction des Collèges Romain Rolland et Vincent Scotto à Marseille	51 125
241	CG 13	Réhabilitation du Collège Alphonse Daudet à Istres	0
246	CG 13	Faculté d'odontologie	0
248	St Rémy	Stades "Sans Souci" & de la "Petite Crau" St Rémy	0
249	Univ. Méd.	Réhabilitation bâtiment de neurosciences	0
251	SDIS 13	Centre de secours d'Ensues-Carry	0
252	SDIS 13	Construction du centre de secours de Mollégès	0
253	SDIS 13	Construction du centre de secours d'Aubagne	0
256	SDIS 13	Construction du centre de secours des Pennes Mirabeau	0
257	SDIS 13	Construction du centre de secours de St Martin de Crau	0
258	CROUS 13	Restructuration du resto U Saint Jérôme	0
259	CG 13	Reconstruction délocalisée du collège Joliot Curie à Aubagne	0
262	SDIS 13	Construction du centre de secours de Boulbon-Barbentane	0
263	SDIS 13	Construction du centre de secours de Trets	40 569
264	SDIS 13	Construction du centre de secours de Pelissane	0
266	Vitrolles	Réalisation espaces publics cœur de ville à Vitrolles	40 298
268	SDIS 13	Réhabilitation-extension du centre de secours de Marignane	17 770
270	Univ. Méd.	Construction Bâtiment OCEANOMED	13 267
271	Entraides	Construction d'un EHPAD St Jean du Désert	23 320
272	SDIS 13	Construction du centre de secours de Sénas Mallemort	14 153
273	SDIS 13	Construction du centre de secours de Port de Bouc	41 243
274	SDIS 13	Construction du centre de secours de Gardanne	49 754
275	Rognac	Centre culturel de Rognac	8 273
276	Rognac	Centre de vie des séniors de Rognac	0
277	Rognac	Réaménagement de la place St Jacques à Rognac	0
278	Univ. Nice	Réhabilitation extension du bâtiment Fizeau - Université de Nice	48 329
279	SDIS 13	Bâtiment Storione - SDIS 13	0
280	Univ. Méd.	Gymnase expérimental de Luminy - Université de la Méditerranée	8 918
281	Univ. Méd.	RDC & SS Bâtiment Neurosciences	0
TOTAL			678 179

Soit un total de 678 K€ en 2016, contre 611 K€ en 2015.

Les Conduites d'Opérations

N° Op	Maître d'ouvrage	Libellé Opération	Rem 2016 HT BP 2016
407	SDIS 13	ATMO plateau technique feux de forêts à Velaux	2 294
TOTAL			2 294

Soit un total de 2 K€ en 2016, contre 6 K€ en 2015.

Les AMO et Etudes dans le domaine de l'environnement

N° Op	Client	Libellé Opération	Rem 2016 HT BP 2016
336	ADEME	ORD PACA 2012-2013-2014	74 850
337	CG 05	Evaluation environnementale pour le plan départemental de prévention et de gestion des déchets issus des chantiers du BTP (Hautes Alpes)	4 235
338	CG 04	Plan départemental de prévention et de gestion des déchets issus des chantiers du BTP (Alpes de Haute Provence)	23 405
339	CG 83	Evaluation environnementale plan BTP du Var - co-traitance G2C	9 450
340	ADEME	Animation régionale autour des déchets du BTP	27 055
341	Région PACA	Suivi des indicateurs du PRPGDD et analyse relatif au gisement et au traitement des déchets dangereux en PACA - Région PACA	42 000
TOTAL			180 995

Soit un total de 181 K€ en 2016, contre 179 K€ en 2015.

Les produits financiers

Il n'a pas été prévu de rémunération du compte bancaire société sur l'exercice.

Soit un total de 0 K€ en 2016, contre 0 K€ en 2015.

Les produits exceptionnels

Il n'a pas été prévu de produit exceptionnel sur 2016.

Soit un total de 0 K€ en 2016, contre 16 K€ en 2015.

Les produits divers

Ils correspondent à des reprises de provisions (EDF, engagements retraite).

Soit un total de 22 K€ en 2016, contre 101 K€ en 2015.

Les remboursements de charges

Ils correspondent aux remboursements des maladies des agents de la société dans le cadre du contrat prévoyance passé avec MEDERIC (remboursements affectés au niveau des charges).

Soit un total de 0 K€ en 2016, contre 0 K€ en 2015.

Les prestations au GIE

Les prestations intellectuelles réalisées par les experts de Treize Développement mis à disposition du GIE sont estimées à 40 K€.

Soit un total de 40 K€ en 2016, contre 67 K€ en 2015.

On constate, entre le compte de résultat 2015 et le budget prévisionnel 2016 une diminution des produits de 57 K€

III – LE RESULTAT AVANT IS

L'exercice 2016 devrait se solder par un résultat déficitaire de 114 K€

VIII - RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES DE LA SOCIETE

RESULTATS (ET AUTRES ELEMENTS CARACTERISTIQUES) DE LA SOCIETE AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

NATURE DES INDICATIONS	Exercice 2011	Exercice 2012	Exercice 2013	Exercice 2014	Exercice 2015
I. CAPITAL EN FIN D' EXERCICE					
a) Capital Social	567 500	567 500	567 500	567 500	567 500
b) Nombre d'actions émises	1 135	1 135	1 135	1 135	1 135
II. OPERATIONS ET RESULTATS DE L' EXERCICE					
a) Chiffres d'affaires HT	5 952 774	5 108 841	6 603 478	1 967 451	1 252 783
b) Résultat avant impôts, participations des salariés et dotations aux amortissements et provisions	-388 929	124 593	-320 068	-495 969	-333 240
c) Impôts sur les bénéfices	0	0	0	0	0
d) Participation des salariés due au titre de l'exercice					
e) Résultat après impôts, participations des salariés et dotations aux amortissements et provisions	-546 075	35 200	-367 133	-350 392	-286 900
f) Résultat distribué					
III. RESULTATS PAR ACTION					
a) Résultat après impôts, participations des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	-343	110	-282	-437	-294
b) Résultat après impôts, participations des salariés et dotations aux amortissements et provisions	-481	31	-323	-309	-253
c) Dividende distribué à chaque action					
IV. PERSONNEL					
a) Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	51	39	31	17	9
b) Effectif des salariés au 31/12	50	37	29	11	8
c) Montant de la masse salariale de l'exercice	2 293 958	1 799 406	1 471 575	872 797	498 569
d) Montant versé au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales, ...)	1 186 496	931 919	749 781	405 840	224 441
CAPITAUX PROPRES AU 31/12	1 330 418	1 365 618	998 485	648 093	361 192

Copie certifiée conforme par le
 Directeur Général de Treize Développement

 Philippe de MARQUEISSAC

TREIZE DEVELOPPEMENT

467 Chemin du Littoral

13016 MARSEILLE

Etats Financiers au 31/12/2015

Copie certifiée conforme par le
Directeur Général de Treize Développement

Philippe de MARQUEISSAC

SEMAPHORES

EXPERTISE

SOMMAIRE

BILAN		
Bilan actif		1
Bilan passif		2
COMPTE DE RESULTAT		
Compte de résultat partie 1		3
Compte de résultat partie 2		4
ANNEXE		5
Annexe		6
Informations sur Bilan et Compte de résultat		14
Etat de l'actif immobilisé		15
Etat des amortissements		16
Etat des provisions		17
Etat des échéances, des créances et des dettes		18
Produits à recevoir		19
Charges à payer		20
Charges et produits constatés d'avance		21
Variation des capitaux propres		22
Affectation résultats soumise approbation AG		22
Ventilation du chiffre d'affaires		23
Engagements financiers et autres informations		24
Résultats des cinq derniers exercices		25
DETAIL DES COMPTES		26
Comptes d'actif		27
Comptes de passif		30
Comptes de charges		34
Comptes de produits		38
ETATS FINANCIERS PAR ACTIVITE		40

BILAN PASSIF

Rubriques	31/12/2015	31/12/2014
Capital social ou individuel (dont versé : 567 500)	567 500	567 500
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	56 750	56 750
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	23 843	374 235
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	(286 900)	(350 392)
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	361 192	648 093
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	34 443	77 000
Provisions pour charges	33 027	36 811
PROVISIONS	67 471	113 811
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 091 064	959 983
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 060	1 060
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 565 782	3 554 408
Dettes fiscales et sociales	408 091	760 371
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	3 911 961	11 608 250
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	95 765	95 765
DETTES	8 073 722	16 979 837
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	8 502 385	17 741 740

Résultat de l'exercice en centimes

-286 900,42

Total du bilan en centimes

8 502 385,16

COMPTES DE RESULTAT (suite)

<i>Rubriques</i>	<i>31/12/2015</i>	<i>31/12/2014</i>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	15 922	
Produits exceptionnels sur opérations en capital		20 937
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	15 922	20 937
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	192	8 299
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		20 936
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	192	29 235
RESULTAT EXCEPTIONNEL	15 730	(8 298)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		
TOTAL DES PRODUITS	1 403 512	2 202 159
TOTAL DES CHARGES	1 690 412	2 552 550
BENEFICE OU PERTE	(286 900)	(350 392)

ANNEXE

TREIZE DEVELOPPEMENT

ANNEXE AU BILAN DU 31/12/15

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2015, dont le total est de 8 502 385 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un résultat déficitaire de – 286 900 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er janvier au 31 décembre 2015.

Les tableaux joints à la présente annexe font partie intégrante des comptes annuels.

1- REGLES ET METHODES COMPTABLES

1.1. PRINCIPES GENERAUX

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendances des exercices.

La Loi comptable du 30 avril 1983 et son décret d'application 83-1020 du 29 novembre 1983, s'appliquent de droit aux Sociétés d'Economie Mixte régies par la Loi du 7 juillet 1983.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux règles édictées par le règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général homologué par l'arrêté du 8 septembre 2014 publié au Journal Officiel de la République Française du 15 octobre 2014. Ce règlement annule et remplace le règlement CRC n°99-03, communément dénommé PCG 1999, et tous les autres règlements homologués depuis 1999 et l'ayant modifié.

Les états financiers, ci-joints, ont été établis conformément à l'avis du Comité National de la Comptabilité du 18 mars 1999 pour les opérations de concession d'aménagement, ainsi que les avis antérieurs du 12 juillet 1984 et du 8 décembre 1993 pour les autres opérations. L'ensemble des recommandations énoncées par les guides comptables édités par la Fédération des EPL anciennement dénommée FNSEM (guides comptables professionnels des SEML activités immobilières et actions, et opérations d'aménagement) a également été respecté.

1.2. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

La société Treize Développement a été constituée en avril 2002.

Au 31 décembre 2015, Treize Développement a un portefeuille de 38 opérations de Mandats, dont 22 opérations en attente de » quitus :

- 8 avec le Conseil Général des Bouches-du-Rhône,
- 18 avec le Syndicat Départemental d'Incendie et de Secours des Bouches-du-Rhône,
- 1 avec la ville de Saint Remy de Provence,
- 4 avec l'Université de la Méditerranée,
- 1 avec le CROUS d'Aix-Marseille,
- 3 avec la ville de Rognac,
- 1 avec la ville de Vitrolles,
- 1 avec l'Association Entraide,
- 1 avec l'Université de Nice.

Outre ces opérations d'aménagement, la société Treize Développement poursuivi l'exécution d'études dans le domaine environnemental.

La société Treize Développement a créé en date du 1er décembre 2010 un groupement d'intérêt économique avec la société publique locale Terra Treize, groupement d'intérêt économique dont l'objet est de mettre en œuvre tous les moyens propres à faciliter, à développer, améliorer l'activité de ses membres.

Au cours de l'exercice 2015, le coût des moyens mis à disposition du GIE 13 CECA est évalué à la somme de 457 661 euros.

La totalité de ce coût est facturé au GIE 13 CECA qui refacture à ses membre cette somme, ainsi que ces propres charges suivants les clés de répartition suivantes :

- L'effectif de chacune des entités, effectif augmenté de la quote-part des salariés du GIE 13 CECA pour tout ce qui concerne les charges autres que la masse salariale ;
- Le chiffre d'affaires de chacune des sociétés pour ce qui concerne les prestations intellectuelles réalisées par les agents du GIE 13 CECA.

La quote-part des charges facturée à Treize Développement par le GIE 13 CECA au titre de l'exercice 2015 s'élève à la somme de 708 043 euros.

Les principales caractéristiques des comptes annuels 2015, peuvent être schématisées de la manière suivante :

Chiffre d'Affaires HT :	1 253 K€
Résultat d'exploitation :	- 301 K€
Résultat Financier :	- 2 K€
Résultat exceptionnel :	16 K€
Impôt Société :	0 K€
Résultat Net :	- 287 K€

1.3. PRINCIPALES METHODES UTILISEES

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 120-1 et suivants du code de commerce et respectent les prescriptions du Plan Comptable Général.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

1.4. INFORMATIONS SUR LES PRINCIPAUX POSTES DU BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

1.4.1. Mandats d'équipement

La société Treize Développement réalise au nom et pour le compte des Collectivités, des mandats de réalisation d'équipement.

A ce titre, l'ensemble des droits et obligations pris par le mandataire pour ordre et pour compte du mandant, sont inscrits à l'actif et au passif de notre bilan.

Ces droits et obligations correspondent à la somme des avances comptabilisées augmentée des produits financiers cumulés à la fin de l'exercice 2015. De ce solde sont déduites les dépenses constatées à fin 2015.

Les soldes des opérations de mandat dont les dépenses constatées ont été supérieures aux avances et produits financiers constatés, sont imputés à l'actif sous la rubrique « Autres créances » pour un montant de 749 060 euros.

Inversement, les soldes des opérations de mandat dont les avances et produits financiers constatés sont supérieurs aux dépenses constatées, sont imputés au passif sous la rubrique « autres dettes » pour un montant de 3 726 279 euros.

1.4.2. Autres postes

A. Avances et acomptes versés sur commandes

Ce poste correspond aux avances forfaitaires versées aux entreprises de travaux et aux maîtres d'œuvres dans le cadre des opérations de mandat. Au 31 décembre 2015, le montant de ces avances s'élève à 305 493 euros.

B. Créances clients et comptes attachés

Le montant brut de ce poste au 31 décembre 2015 s'élève à 4 775 159 euros. Il se répartit entre le fonctionnement et les opérations de mandat de la façon suivante:

- 988 382 euros au titre du fonctionnement dont :
 - 570 976 euros correspondant à la partie non réglée sur l'exercice de la rémunération de Treize Développement facturée en 2015 sur les opérations de mandats.
 - 137 760 euros correspondant à la partie non réglée sur l'exercice de la rémunération de Treize Développement facturée à fin 2015 sur les marchés relatifs à l'environnement.
 - 72 639 euros, correspondant à la partie non réglée sur l'exercice de la rémunération de Treize Développement facturée à fin 2015 sur les marchés relatifs aux conduites d'opérations.
 - 207 007 euros correspondant à la partie non réglée sur l'exercice des prestations liés au GIE 13 CECA créé avec la société Terra Treize.

- 3 786 777 euros au titre des opérations de mandat correspondant à la partie non réglée sur l'exercice des avances demandées en 2015.

Principe de dépréciation :

Certaines créances font également l'objet d'une dépréciation lorsqu'elles présentent un risque de non recouvrement. Ce risque est apprécié au cas par cas selon l'ancienneté de la créance et la probabilité de non recouvrement.

La provision constituée antérieurement à hauteur de 56 648 € a été conservée.

Le montant des avances demandées aux collectivités fluctue d'un exercice comptable à l'autre, compte tenu des besoins de trésorerie issus des derniers règlements de l'exercice et des prévisions de paiement devant intervenir début d'année suivante.

Pour mémoire ce montant était de 4 044 511 euros en 2014 pour les mandats.

C. Autres créances

Ce poste d'un montant de 976 158 euros, représente non seulement le solde de certaines opérations de mandat tel que défini ci-dessus pour 749 060 euros, mais aussi les différentes créances de fonctionnement propres à Treize Développement et ce pour 197 131 euros :

- créances de nature fiscale pour 191 518 euros,
- fournisseurs débiteurs pour 2 401 euros,
- et autres créances pour 3 212 euros.

Ainsi que les autres créances relatives aux opérations de mandat pour un montant de 29 967 euros correspondant à des fournisseurs débiteurs

D. Dettes fournisseurs

Ce poste s'élève à 2 565 782 euros et correspond aux dettes fournisseurs restants dues au 31 décembre 2015, respectivement sur :

- le fonctionnement pour 61 710 euros,
- les opérations de mandats pour 2 504 072 euros.

Le poste des fournisseurs sur opérations de mandats, correspond aux factures relatives à des prestations de 2015 comptabilisées sur l'exercice et qui ont données lieu à paiement au cours des premières séances de règlements de 2016.

La variation de l'en cours fournisseurs, au titre des opérations de mandat, d'un exercice comptable à l'autre, résulte de l'avancement des opérations. Une opération se trouvant en phase travaux, génère des dépenses mensuelles élevées ; à l'inverse, une opération se trouvant en phase étude, ou en phase de clôture, génère quant à elle moins de dépenses, ce qui explique les écarts entre les différents exercices.

E. Dettes fiscales et sociales

Ce poste d'un montant de 408 091 euros, représente les dettes fiscales et sociales propres au fonctionnement de Treize Développement.

F. Autres dettes

Ce poste d'un montant de 3 911 961 euros est ventilé comme suit :

- le solde de certaines opérations de mandat tel que défini ci-dessus pour un montant de 3 726 279 euros, et autres dettes sur mandats pour un montant de 114 071 euros.
- les différentes dettes de fonctionnement propres à Treize Développement pour 71 610 euros.

1.4.3. Trésorerie

Sous la rubrique « disponibilités » positionnée à l'actif du bilan, sont retranscrites les trésoreries positives des différentes opérations de mandat pour un montant de 2 475 808 euros et au titre du fonctionnement à 1 592 euros.

Sous la rubrique « emprunts et dettes auprès des établissements de crédit » positionnée au passif du bilan, sont retranscrites les trésoreries négatives des opérations de mandat qui s'élèvent à 1 019 806 euros ainsi que la trésorerie négative de la société pour un montant de 71 258 euros.

La variation des trésoreries des opérations de mandat d'un exercice à l'autre, dépend en grande partie de la phase où se trouvent les différentes opérations de mandat. Une opération se trouvant en phase chantier, entraîne comme indiqué ci-dessus des besoins en trésorerie élevés.

1.4.4. Provisions pour risques et charges

La provision pour risque présente à l'arrêté des comptes de l'exercice 2014 pour faire face à un risque prud'homal d'un montant de 77 000 euros a été reprise suite au rendu du jugement du 30/09/2015 en faveur de la société 13D. Cependant le salarié a saisi la cour d'appel.

Une provision pour risque a été dotée au titre de l'exercice 2015 pour faire face à un risque dans le cadre d'une clôture d'opération pour un montant de 34 443 euros.

1.4.5. Provisions pour engagements retraite

Depuis l'exercice 2005, la société Treize Développement, procède à l'analyse des engagements retraite (selon la méthode prospective) et comptabilise une provision pour engagement retraite.

La base de calcul de cette provision, est conforme au code du travail qui prévoit le montant de l'indemnité lors du départ à la retraite d'un salarié :

- un demi mois de salaire après 10 ans d'ancienneté ;

- un mois de salaire après 15 ans d'ancienneté ;
- un mois et demi de salaire après 20 ans d'ancienneté ;
- deux mois de salaire après 30 ans d'ancienneté.

Cette provision a été déterminée, en tenant compte :

- de l'ancienneté future des salariés, et ce à l'âge de leur départ en retraite (départ estimé à 65 ans pour l'ensemble du personnel) ;
- de la probabilité de départ de la société (probabilité plus importante pour les salariés les plus jeunes) ;
- de l'espérance de vie des salariés ;
- d'un facteur d'actualisation des salaires et du coût de la vie.

Elle a été complétée des incidences de la loi sur le financement de la sécurité sociale prévoyant une contribution de 50% à la charge de l'employeur.

Au titre de l'exercice 2015, une reprise de provision a été comptabilisée pour un montant de 3 331 euros, portant ainsi le montant global des provisions pour départ à la retraite à 33 027 euros. Cette provision est retraitée fiscalement.

1.4.6. Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice 2015 s'élève à 14 826 euros.

1.4.7 Rémunération des dirigeants

Sont à communiquer les rémunérations allouées aux membres des organes d'administration, de direction et de surveillance (R 123-196.1) pour autant que ces informations soient globales. Dans le cas de la société, ces informations seraient de nature à communiquer des informations personnelles. Aussi, ces sommes ne figurent-elles pas dans la présente annexe.

1.4.8 CICE

Un crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) a été comptabilisé dans les comptes 2015 pour un montant de 5 360 euros.

Le montant du CICE est calculé sur l'ensemble des rémunérations versées aux salariés au cours de l'année 2015 qui n'excèdent pas 2,5 fois le SMIC multiplié par un taux de 6 % pour l'année 2015. Ce crédit d'impôt a été enregistré en diminution des comptes de personnel conformément aux recommandations de l'Autorité Nationale de la Comptabilité

Treize Développement, membre du GIE CECA, soumis à l'impôt sur les sociétés, a comptabilisé proportionnellement à ses droits dans le GIE, une quote-part du CICE du GIE (50%).

En 2015, cette quote-part du CICE s'élève à 5 065 euros.

Le CICE a notamment été utilisé pour financer des actions de formation, des dépenses d'investissement, pour reconstituer le fonds de roulement.

1.5 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Néant.

2. INFORMATIONS BILAN ET RESULTAT

Cf. Tableaux Annexés ci-après :

- Immobilisations
- Amortissements
- Provisions et dépréciations
- Créances et dettes
- Détail des produits à recevoir
- Détail des charges à payer
- Détail des charges et produits constatés d'avance
- Variation des capitaux propres
- Affectation du résultat soumise à l'approbation de la prochaine AG
- Résultats des cinq derniers exercices
- Ventilation du Chiffre d'affaires
- Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

**INFORMATIONS
BILAN ET RESULTAT**

IMMOBILISATIONS

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Terrains			
	<i>Dont composants</i>		
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agencements, aménagements			
Install. techniques, matériel et outillage industriels			
Installations générales, agencements, aménagements			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier			
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	11 725		
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	11 725		
TOTAL GENERAL	11 725		

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agencements				
Installations techn., matériel et outillages industriels				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier				
Emballages récupérables et divers				
Inmobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			11 725	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			11 725	
TOTAL GENERAL			11 725	

AMORTISSEMENTS

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Terrains Constructions sur sol propre Constructions sur sol d'autrui Constructions installations générales, agencemnts, aménagmnts Installations techniques, matériel et outillage industriels Installations générales, agencements et aménagements divers Matériel de transport Matériel de bureau et informatique, mobilier Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
TOTAL GENERAL				

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
FRAIS ETBL AUT. INC.							
Terrains Construct. - sol propre - sol autrui - installations Install. Tech. Install. Gén. Mat. Transp. Mat bureau Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler Primes de remboursement des obligations				

PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30 % Implantations étrangères avant 01/01/92 Implantations étrangères après 01/01/92 Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges Provisions pour garanties données aux clients Provisions pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Provisions pour pensions, obligations similaires Provisions pour impôts Provisions pour renouvellement immobilisations Provisions pour gros entretiens, grandes révis. Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer Autres provisions pour risques et charges	36 358 77 452		3 331	33 027 34 443
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	113 811	34 443	80 783	67 471
Dépréciations immobilisations incorporelles Dépréciations immobilisations corporelles Dépréciations titres mis en équivalence Dépréciations titres de participation Dépréciations autres immobilis. financières Dépréciations stocks et en cours Dépréciations comptes clients Autres dépréciations	56 648			56 648
DEPRECIATIONS	56 648			56 648
TOTAL GENERAL	170 459	34 443	80 783	124 119
Dotations et reprises d'exploitation Dotations et reprises financières Dotations et reprises exceptionnelles		34 443	80 783	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

CREANCES ET DETTES

<i>ETAT DES CREANCES</i>	<i>Montant brut</i>	<i>1 an au plus</i>	<i>plus d'un an</i>
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	11 725	11 725	
Clients douteux ou litigieux	67 751	67 751	
Autres créances clients	4 707 408	4 707 408	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	1 064	1 064	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	39 584	39 584	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	150 709	150 709	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	1 225	1 225	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	783 576	783 576	
Charges constatées d'avance	13 099	13 099	
TOTAL GENERAL	5 776 141	5 776 141	
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

<i>ETAT DES DETTES</i>	<i>Montant brut</i>	<i>1 an au plus</i>	<i>plus d'1 an,-5 ans</i>	<i>plus de 5 ans</i>
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	1 091 064	1 091 064		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	2 565 782	2 565 782		
Personnel et comptes rattachés	47 977	47 977		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	65 353	65 353		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	288 611	288 611		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	6 150	6 150		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	3 911 961	3 911 961		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	95 765	95 765		
TOTAL GENERAL	8 072 662	8 072 662		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR

31/12/2015

PRODUITS A RECEVOIR	235 846
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	234 782
4181000 Clients factures a etablir	234 782
AUTRES CREANCES	1 064
438700 Produits a recevoir	1 064
TOTAL DES PRODUITS A RECEVOIR	235 846

DETAIL DES CHARGES A PAYER

31/12/2015

CHARGES A PAYER	186 240
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	52 186
408100 FOURNISSEURS d'EXPLOITAT	52 186
DETTES FISCALES ET SOCIALES	67 643
428200 Dettes provisionnees pour conges payes	41 842
428610 PERSONNEL FRAIS A PAYER	6 134
438200 Charges sociales sur conges a payer	19 666
AUTRES DETTES	66 411
468600 Charges a payer	66 411
TOTAL DES CHARGES A PAYER	186 240

DETAIL DES CHARGES & PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

31/12/2015

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	13 099
CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION 486000 Charges constatées d'avance	13 099 13 099
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	(95 765)
CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION 487000 Produits perçus d'avance	(95 765) (95 765)
TOTAL DES CHARGES & PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	(82 666)

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

<i>Situation à l'ouverture de l'exercice</i>		<i>Solde</i>
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		648 093
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		648 093
<i>Variations en cours d'exercice</i>	<i>En moins</i>	<i>En plus</i>
	SOLDE	
<i>Situation à la clôture de l'exercice</i>		<i>Solde</i>
Capitaux propres avant répartition		648 093

AFFECTATION DES RESULTATS SOUMISE
A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

<i>1 - Origine</i>	<i>Montant</i>
Report à nouveau antérieur	23 842,87
Résultat de l'exercice	-286 900,42
TOTAL	-263 057,55

<i>2 - Affectations</i>	<i>Montant</i>
Report à nouveau	-286 900,42
TOTAL	-286 900,42

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN KE

<i>Rubriques</i>	<i>Chiffre d'affaires France</i>	<i>Chiffre d'affaires Export</i>	<i>Total 31/12/2015</i>	<i>Total 31/12/2014</i>	<i>% 15 / 14</i>
Rémunération des mandats	611		611	1 055	-42,13 %
Diagnostic et environnement					
Assistance à Maîtrise d'Ouvrage	2		2	74	-96,69 %
Conduite d'opérations	6		6	14	-58,29 %
Produits financiers concession				1	-100,00 %
Prestations refacturées au GIE	458		458	702	-34,76 %
Autres cessions concession				4	-100,00 %
Concession participation				(4)	-100,00 %
Environnement	176		176	122	44,24 %
TOTAL	1 253		1 253	1 967	-36,32 %

**ENGAGEMENTS FINANCIERS,
AUTRES INFORMATIONS**

RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

<i>Date d'arrêté Durée de l'exercice (mois)</i>	<i>31/12/2015 12</i>	<i>31/12/2014 12</i>	<i>31/12/2013 12</i>	<i>31/12/2012 12</i>	<i>31/12/2011 12</i>
<i>CAPITAL EN FIN D'EXERCICE</i>					
Capital social	567 500	567 500	567 500	567 500	567 500
Nombre d'actions - ordinaires	1 135	1 135	1 135	1 135	1 135
Nombre maximum d'actions à créer					
<i>OPERATIONS ET RESULTATS</i>					
Chiffre d'affaires hors taxes	1 252 783	1 967 451	6 603 478	5 108 841	5 952 774
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	(333 240)	(495 969)	(320 068)	124 593	(388 929)
Dot. Amortissements et provisions	(46 340)	(145 577)	47 065	89 394	157 146
Résultat net	(286 900)	(350 392)	(367 133)	35 200	(546 075)
<i>RESULTAT PAR ACTION</i>					
Résultat après impôt, participation, avant dot.amortissements, provisions	(294)	(437)	(282)	110	(343)
Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions	(253)	(309)	(323)	31	(481)
<i>PERSONNEL</i>					
Effectif moyen des salariés	9	17	31	39	51
Masse salariale	498 569	872 797	1 471 575	1 799 406	2 293 958
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	224 441	405 840	749 781	931 919	1 186 496

DETAIL DES COMPTES

DETAIL DES COMPTES D'ACTIF

	31/12/2015	31/12/2014
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	11 725	11 725
AUTRES IMMOBILISAT. FINANCIERES	11 725	11 725
275100 Depots	10 975	10 975
275500 Cautionnements	750	750
STOCKS		
EN COURS - STOCKS C.P.A.		
380700 REMUNERATION A REGLER	527 700	527 700
381000 ETUDES	47 579	47 579
381500 AUTRES ETUDES	84 000	84 000
382000 MAITRISE DES TERRAINS ET IMMEUBLES	257 335	257 335
382200 FRAIS ANNEXES SUR ACQUISITIONS	4 941	4 941
382500 AUTRES FRAIS SUR ACQUISITIONS	5 399	5 399
384200 HONORAIRES SUR TRAVAUX	495 787	495 787
384300 MISE EN ETAT DES SOLS	17 063	17 063
384400 HONORAIRES DIVERS	80 887	80 887
384450 AUTRES HONORAIRES DIVERS	7 143	7 143
384600 HONORAIRES ISO 14001	63 645	63 645
386500 AUTRES FRAIS FINANCIERS	1 570	1 121
387000 REMUNERATION COMMERCIALE	707 252	707 252
387100 REMUNERATION	716 490	716 490
387200 FRAIS DE COMMERCIALISATION	2 200	2 200
387300 FRAIS DE COMMUNICATION	46 384	46 384
387500 FRAIS DIVERS	31 750	31 750
388300 PROVISIONS POUR CHARGES PREVISIONNELLES		452
389100 C.R ESTIME DES LOTS VENDUS	(3 100 645)	(3 100 645)
389200 CESSIONS	(261 000)	
389201 CESSIONS DE TERRAINS		(261 000)
389205 PARTICIPATIONS	(1 923 479)	
389206 PRODUITS FINANCIERS	(25 868)	(25 872)
389207 AUTRES PRODUITS	(886 778)	(886 778)
389290 PRODUITS SUR EN COURS DE CONCESSION	3 100 645	1 177 166
AVANCES ET ACOMPTE /COMMANDES	305 493	508 305
AVANCES ET ACOMPTE FOURNISSEURS	305 493	508 305
40914 Fournisseurs Inv. Avances Chantiers	305 493	508 305

DETAIL DES COMPTES D'ACTIF (suite)

	31/12/2015	31/12/2014
CLIENTS ET DIVERS	4 718 511	7 210 478
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	4 540 377	6 893 113
411100 Clients	217 655	937 698
411400 CLIENTS REM FORFAITAIRE	468 194	779 020
414100 CLIENTS - AUTRES ACTIVIT		1 064 134
41450 Mandat Avances à Recevoir	3 786 777	4 044 511
416100 Clients douteux	67 751	67 751
CLIENTS-PRODUITS NON FACTURES	234 782	374 013
4181000 Clients factures a etablir	234 782	374 013
PROVISIONS DEPRECIATIONS CLIENTS	(56 648)	(56 648)
491000 DUprUciation des comptes clients	(56 648)	(56 648)
AUTRES CREANCES	976 158	1 507 370
FOURNISSEURS DEBITEURS	32 368	44 189
401109 FOURNISSEURS DEBITEURS	32 168	32 058
401209 Fournisseurs hono débiteurs	200	200
409700 Fournisseurs autres avoirs		11 931
PERSONNEL		1 629
421100 Personnel RUmunUrations dues		1 629
SECURITE SOC. ET ORG SOCX	1 064	
438700 Produits a recevoir	1 064	
ETAT ET COLLECTIVITES	191 518	389 436
442100 Etat - impots et taxes	1 225	18 230
444100 Etat - Impots sur les benefices	39 584	29 159
445660 Tva sur autres biens et services	141 826	73 220
445670 Credit de Tva a reporter		170 243
445850 Tva non enc. recuperable sur b&scs	681	88 764
445860 Taxes sur le CA sur factures non parvenu	8 202	9 820
MANDATS	749 060	1 069 964
461000 MANDATS ACTIF	749 060	1 069 964
DEBITEURS DIVERS	2 148	2 153
4676800220 DUbiteur Divers opU 220	2 148	2 148
468700 Produits a recevoir		5

DETAIL DES COMPTES D'ACTIF (suite)

	31/12/2015	31/12/2014
TRESORERIE ET DIVERS	2 477 399	6 564 812
DISPONIBILITES	2 477 399	6 564 812
512000 Dexia - Labos dUpartementaux	98	98
512200 ArkUa	2 475 709	6 564 298
540000 Tickets restaurant	1 592	415
COMPTES DE REGULARISATION	13 099	1 939 050
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	13 099	15 572
486000 Charges constatUes d'avance	13 099	15 572
NEUTRALISATION MALI PROVISOIRE		1 923 479
482700 NEUTRALISATION MALI PROVISOIRE		1 923 479
TOTAL DES COMPTES D'ACTIF	8 502 385	17 741 740

DETAIL DES COMPTES DE PASSIF

	31/12/2015	31/12/2014
CAPITAUX PROPRES	361 192	648 093
CAPITAL	567 500	567 500
101300 Capital souscrit appele, verse	567 500	567 500
RESERVE LEGALE	56 750	56 750
106100 Reserve legale	56 750	56 750
REPORT A NOUVEAU	23 843	374 235
110000 Report a nouveau (solde creditur)	23 843	374 235
RESULTAT DE L'EXERCICE	(286 900)	(350 392)
PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES	67 471	113 811
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	67 471	113 811
151800 Autres provisions pour risques	34 443	77 000
153100 Provisions pour engagement retraites	33 027	36 358
158500 PROVISION POUR CHARGES PREVISIONNELLES		452
EMPRUNTS & DETTES ETAB. DE CREDIT	1 091 064	959 983
BANQUES	1 091 064	959 983
512001 DEXIA - CPTES CDTEURS	30 787	35 886
512201 ARKEA CPTTE CREDITEUR	1 060 277	924 097

DETAIL DES COMPTES DE PASSIF (suite)

	31/12/2015	31/12/2014
EMPRUNTS & DETTES FINANCIERES DIV		
DETTES RATT. A DES PARTICIPATIONS		
180000 COMPTE DE LIAISON	(17 124)	(15 961)
180202 Compte de liaison opU 202	168	
180203 Compte de liaison opU 203	2	
180204 Compte de liaison opU 204	7 711	7 711
180205 Compte de liaison opU 205	74	
180208 Compte de liaison opU 208	1 183	1 183
180211 Compte de liaison opU 211	19	19
180212 Compte de liaison opU 212	305	305
180214 Compte de liaison opU 214	35	35
180215 Compte de liaison opU 215	5	5
180216 Compte de liaison opU 216	22	22
180217 Compte de liaison opU 217	79	79
180219 Compte de liaison opU 219	5	5
180220 Compte de liaison opU 220	290	
180223 Compte de liaison opU 223	58	58
180225 Compte de liaison opU 225	5 952	5 952
180236 Compte de liaison opU 236	277	
180237 Compte de liaison opU 237	33	33
180242 Compte de liaison opU 242	514	514
180243 Compte de liaison opU 242	1	1
180244 Compte de liaison opU 244	34	34
180247 Compte de liaison opU 247	4	4
180261 Compte de liaison opU 261	291	
180267 Compte de liaison opU 267	60	
DETTES	1 060	1 060
ACOMPTES RECUS/COMMANDES EN COURS	1 060	1 060
419100 AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDE	1 060	1 060

DETAIL DES COMPTES DE PASSIF (suite)

	31/12/2015	31/12/2014
FOURNISSEURS	2 565 782	3 554 408
FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	1 447 913	2 432 467
401100 FOURNISSEURS de BIENS &	1 020 220	1 720 808
401200 FOURNISSEURS HONO	36 387	44 321
401400 FOURNISSEURS REM	391 305	667 338
FOURNISSEURS FACT. NON PARVENUES	1 117 869	1 121 941
408100 FOURNISSEURS d'EXPLOITAT	52 186	73 180
40470 Fournisseurs Inv.Retenu de Garantie	323 699	578 475
404800 FOURNISS INV PENALITES	741 983	470 286
DETTES FISCALES ET SOCIALES	408 091	760 371
PERSONNEL ET COMPTES RATTACHES	47 977	124 560
427000 Personnel oppositions RUmunUration		98
428200 Dettes provisionnees pour congés payés	41 842	44 796
428210 Provision prime		76 310
428610 PERSONNEL FRAIS A PAYER	6 134	3 357
SECURITE SOC ET ORGANISMES SOCX	65 353	95 582
431100 Cotisations URSSAF	17 076	20 645
437000 Caisses de retraites	19 992	25 263
437040 Mutuelle	8 619	12 197
438200 Charges sociales sur congés à payer	19 666	21 054
438210 Provision charges sociales sur prime		16 100
438700 Produits à recevoir		323
ETAT ET COLLECTIVITES	294 761	540 229
445510 Tva à décaisser	20 987	30 180
445710 Tva collectée		7 246
445711 TVA CollectUe 20%	107 963	
445790 TVA CollectUe non Exigible	120 531	469 400
445870 Taxes sur le CA sur factures à établir	39 130	18 836
447020 ETAT - Taxe d'apprentissage	3 354	5 746
447030 ETAT - Part. Formation	2 797	8 821

DETAIL DES COMPTES DE PASSIF (suite)

	31/12/2015	31/12/2014
AUTRES DETTES	3 911 961	11 608 250
CLIENTS CREDITEURS	119 271	3 317 252
411109 Clients créditeurs	5 200	5 200
414300 Clients Collectivités		3 312 000
414501 MANDAT AVANCES A RECEVOIR	114 071	52
MANDATS	3 726 279	8 195 939
461009 MANDATS PASSIF	3 726 279	8 195 939
CHARGES A PAYER	66 411	95 060
468600 Charges a payer	66 411	95 060
COMPTES DE REGULARISATION	95 765	95 765
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	95 765	95 765
487000 Produits per#us d'avance	95 765	95 765
TOTAL DES COMPTES DE PASSIF	8 502 385	17 741 740

DETAIL DES COMPTES DE CHARGES

	31/12/2015	31/12/2014
ACHATS	(4)	717
ACHATS MATIERES PREM & APPROVIS.	(4)	717
605540 ACHATS TRAVAUX & HONORAIRES		141
605560 FRAIS FINANCIERS	449	413
605571 AUTRES FRAIS		30
605580 AUTRES CHARGES PREVISIONNELLES	(452)	133
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	913 837	1 120 964
MATIERES ET FOURN. NON STOCKEES	6 011	7 811
606100 Fournitures non stockables		297
606110 Carburant	5 793	6 287
606310 Petit Uquipement	218	200
606400 Fournitures administratives		1 027
SOUS-TRAITANCE GENERALE	744 843	831 446
611100 Frais de tirages interne	23 315	19 298
611110 Prestation - Refac. GIE achats	10 891	16 239
611111 Prestation - Refac. GIE Sces extUrieurs	112 726	165 028
611112 Prestation - Refac. GIE charges externes	39 157	64 044
611113 Prestation - Refac. GIE Imp#ts et taxes	6 239	3 929
611114 Prestation - Refac. GIE Personnel	527 109	516 783
611115 Prestation - Refac. GIE autres	19	21 912
611118 Prestation - Refac. GIE amortissement	11 901	13 213
611200 Frais Tirages ExtUrieurs	55	
611300 Sous traitance technique	13 430	11 000
LOCATIONS	34 287	50 777
613200 Locations immobilieres		820
613300 Locations de vUhicules	11 621	20 779
613500 Locations mobilieres	22 666	29 178
CHARGES LOCATIVES ET COPROPRIETE		(1 499)
614200 Charges locatives		(1 499)
ENTRETIEN ET REPARATIONS	1 989	21 116
615200 Sur biens immobiliers	504	1 861
615300 Sur vUhicules	(5 286)	10 625
615600 Maintenance	6 771	7 338
615700 Intervention et surveillance		1 292
		.../...

DETAIL DES COMPTES DE CHARGES (suite)

	31/12/2015	31/12/2014
PRIMES D'ASSURANCES	26 706	29 789
616100 Multirisques	16 900	17 255
616150 Responsabilite des dirigeants PME	3 289	3 289
616260 Assurance Constructeur non RUalisateur		259
616300 Assurance transport	3 086	5 606
616350 Assurance globale informatique	3 431	3 380
DIVERS	18 466	30 383
618300 Documentation technique	771	6 293
618500 Frais de colloque seminaires conferences	25	3 526
618510 Environnement		572
618600 Abonnement , carte fidUlitU	1 540	3 922
618700 Cotisations	16 130	16 070
PERSONNEL EXTERIEUR A ENTREPRISE		63
621100 Personnel interimaire		63
REMUNERATIONS INTERM, HONORAIRES	37 629	79 510
622610 Honoraires Gestion	28 752	37 013
622620 Honoraires Techniques	1 629	24 798
622630 Honoraires Juridiques	6 100	16 180
622700 Frais d'actes et de contentieux	1 148	1 520
PUBLICITE, RELATIONS EXTERIEURES		720
623100 Annonces et insertions		720
DEPLACTS, MISSIONS ET RECEPTIONS	23 212	39 291
625100 Voyages et déplacements	10 636	20 331
625600 Missions	4 241	5 474
625700 Receptions	8 334	13 486
FRAIS POSTAUX, TELECOMMUNICATIONS	20 694	25 935
626100 Frais postaux	12 812	16 188
626200 Frais de tUlUcommunication	1 898	2 445
626400 Frais de portables	5 984	7 302
SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES		5 621
627800 Autres frais et commisions sur services		5 621

DETAIL DES COMPTES DE CHARGES (suite)

	31/12/2015	31/12/2014
IMPOTS, TAXES ET VERS. ASSIMILES	16 769	32 668
IMPOTS & TAXES SUR REMUNERATIONS	6 150	14 567
631200 Taxe d'apprentissage	3 354	5 746
633300 Participation formation professionnelle	2 797	8 821
AUTRES IMPOTS ET TAXES	10 619	18 101
635110 Taxe professionnelle	8 435	15 366
635140 Taxe sur les vehicules de societe	2 184	2 602
635800 Autres droits		133
CHARGES DE PERSONNEL	723 010	1 278 636
SALAIRES ET TRAITEMENTS	498 569	872 797
641100 Salaires appointements commissions ...	457 198	771 058
641210 Provision congUs payUs	(2 953)	(40 080)
641300 Primes et gratifications	34 646	59 460
641310 Provisions primes	(18 712)	78 568
641400 Indemnites et avantages divers	12 000	
641700 Avantages en nature	19 075	13 739
641910 Remboursement rUmUnUration	(2 684)	(9 949)
CHARGES SOCIALES	233 820	418 300
645100 Cotisations a l'URSSAF	147 723	256 921
645200 Cotisations aux mutuelles	22 369	44 398
645300 Cotisations aux caisses de retraites	46 814	77 282
645400 Cotisations aux ASSEDIC	19 817	32 196
645800 Cotisations aux autres organismes soc...	(12 130)	(9 596)
645910 Remboursement charges sociales	(1 454)	(5 085)
647100 Prestations diverses	9 044	14 683
647200 Versements aux comites d'entreprise	223	4 700
647400 Versements aux autres oeuvres sociales		(902)
647500 Medecine du travail, pharmacie	1 155	3 312
647800 Autres frais liUs au personnel	259	392
AUTRES CHARGES DE PERSONNEL	(9 379)	(12 461)
648100 Autres charges de personnel	157	436
648200 Frais formation personnel	(2 275)	1 808
648300 Frais stagiaires	3 164	
649000 CrUdit Imp#t CompUtivitU Emploi	(10 425)	(14 704)

DETAIL DES COMPTES DE CHARGES (suite)

	31/12/2015	31/12/2014
DOTATIONS D'EXPLOITATION	34 443	452
PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES	34 443	452
681500 Dot amts pour risques et charges d'expl	34 443	
681540 DOTATION PROVISIONS POUR CHARGES PREVISI		452
AUTRES CHARGES	452	89 877
CHARGES DIV DE GESTION COURANTE		89 558
658000 charges de gestion courante		1 353
654400 Creances des exercices anterieurs		88 205
TRANSFERTS DE PDTS - C.P.A.	452	319
799380 TRANSFERT DE PRODUITS	452	319
CHARGES FINANCIERES	1 711	
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	1 711	
661500 Interets des comptes courants et depots	1 069	
661890 IntUrUts moratoires	642	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	192	29 235
CHARGES EXCEPT DE GESTION	192	8 299
671100 Penalites sur marches		7 900
671800 Autres charges exceptionnelles sur ope..*	192	399
CHARGES EXCEPT EN CAPITAL		20 936
675100 Immobilisations incorporelles		2 065
675200 Immobilisations corporelles		18 871
TOTAL DES COMPTES DE CHARGES	1 690 412	2 552 550

DETAIL DES COMPTES DE PRODUITS

	31/12/2015	31/12/2014
CHIFFRES D'AFFAIRES NET	1 252 783	1 967 451
PRODUCTION VENDUE - C.P.A.		717
705203 AUTRES CESSIONS		3 665
705205 PARTICIPATIONS	1 923 479	
705206 PRODUITS FINANCIERS		569
705580 Variation CRLV	(1 923 479)	(3 517)
PRODUCTION SERVICES - FRANCE	1 252 783	1 966 733
706100 Prestation - Refac. GIE achats	5 793	7 388
706110 Prestation - Refac. GIE See extUrieurs	95 085	109 458
706120 Prestations - Refac. charges externes	19 860	42 517
706130 Prestation - Refac. GIE Imp#ts et Taxes	9 983	
706140 Prestation - Refac. GIE personnel	326 940	542 163
706700 Environnement	176 222	122 177
706800 Conduites d'opUrations publiques	5 850	14 027
706500 Assistance O Ma#trise d'ouvrage	2 450	73 940
706400 RUmunUration Mandats CG13	215 423	418 734
706410 RUmunUration Mandats Autres	160 739	290 830
706420 RUmunUration mandats (hors opU)	234 438	345 498
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION	134 726	213 592
PRODUCTION STOCKEE	(4)	
713880 VARIATION DES CHARGES DE CAM EN COURS	(4)	717
713890 VARIATION DU COUT DE REVIENT DES LOTS VE		(717)
REPRISES AMORT PROV TRANSF CHARGE	114 039	188 323
781500 Reprises sur prov risques et charges exp	77 000	
781510 Rep. provision engagement retraite	3 331	57 505
781540 REPRISE PROVISION CHARGES PREVISIONNELLE	452	319
781740 Creances		88 205
791000 Transfert de charges d'exploitation	19 075	13 739
791100 Remboursements Mederic	14 181	28 102
791380 TRANSFERT DE CHARGES CAM		452
AUTRES PRODUITS	20 690	25 269
758000 Produits de gestion courante	20 690	25 269

DETAIL DES COMPTES DE PRODUITS (suite)

	31/12/2015	31/12/2014
PRODUITS FINANCIERS	80	179
AUTRES INTERETS & PROD ASSIMILES	80	179
763100 Revenus des creances commerciales	79	43
768100 Autres produits financiers	1	136
PRODUITS EXCEPTIONNELS	15 922	20 937
PRODUITS EXCEPT DE GESTION	15 922	
771800 Autres produits exceptionnels sur ope ..	15 922	
PRODUITS EXCEPT EN CAPITAL		20 937
775100 Immobilisations incorporelles		2 065
775200 Immobilisations corporelles		18 872
TOTAL DES COMPTES DE PRODUITS	1 403 512	2 202 159

GESTION

SEMAPHORES EXPERTISE	TREIZE DEVELOPPEMENT Comptes annuels au 31/12/2015	Page 42
---------------------------------	--	---------

BILAN CUMULE PAR ACTIVITES AU 31 DECEMBRE 2015

PASSIF

	FONCTION- NEMENT	MANDATS	Concessions	TOTAL NET	Doc. Final	Retraitements	Commentaires
Capital social (dont versé 567 k€)	567 500			567 500	567 500	-	
Primes d'émission, de fusion, d'apport				-		-	
Ecarts de réévaluation				-		-	
Réserve légale	56 750			56 750	56 750	-	
Réserves statutaires & contractuelles				-		-	
Réserves réglementées				-		-	
Autres réserves				-		-	
Report à nouveau	23 843			23 843	23 843	-	
RESULTAT DE L'EXERCICE	- 286 900			- 286 900	- 286 900	-	
Subventions d'investissement	-			-		-	
Provisions réglementées	-			-		-	
CAPITAUX PROPRES	361 192		-	361 192	361 192	-	
Produits des émissions de titres participatifs				-		-	
Apport du concédant				-		-	
AUTRES FONDS PROPRES			-	-	-	-	
Provisions pour risques	34 443			34 443	34 443	-	
Provisions pour charges	33 027			33 027	33 027	-	
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	67 471		-	67 471	67 471	-	
Emprunts obligataires convertibles				-		-	
Autres emprunts obligataires				-		-	
Emprunts & dettes auprès etb crédit	71 258	1 019 806		1 091 064	1 091 064	-	
Emprunt & dettes fi divers				-		-	
Avances & acomptes reçus	1 060			1 060	1 060	-	
Dettes fournisseurs & cptes rattachés	61 710	2 504 072		2 565 782	2 565 782	-	
Dettes fiscales & sociales	408 091			408 091	408 091	-	
Dettes sur immob & cptes rattachés	-			-		-	
Mandants		3 726 279		3 726 279	3 726 279	-	
Autres Dettes	71 610	114 071		185 682	185 682	-	
Produits constatés d'avance	95 765			95 765	95 765	-	
DETTES	709 493	7 364 229	-	8 073 722	8 073 722	-	
Ecarts de conversion passif	-	-		-		-	
TOTAL GENERAL	1 138 156	7 364 229	-	8 502 385	8 502 385	-	
Comptes de liaison	17 124	-		17 124		17 124	Neutralisation
TOTAL AVEC COMPTES DE LIAISON	1 155 280	7 364 229	-	8 519 509	8 502 385	17 124	

Montants en euros

SEMAPHORES EXPERTISE	TREIZE DEVELOPPEMENT Comptes annuels au 31/12/2015	Page 44
---------------------------------	--	---------

COMPTE DE RESULTAT CUMULE PAR ACTIVITES
AU 31 DECEMBRE 2015

SUITE

	FONCTION- NEMENT	MANDATS	Concessions	TOTAL NET	Doc. Final	Retraitements	Commentaires
Dotations financières amortis ,provisions				-		-	
Intérêts & charges assimilées	1 711			1 711	1 711	-	
Différences négatives de change				-	-	-	
Charges nette cessions valeurs mob.placement	-			-	-	-	
CHARGES FINANCIERES	1 711		-	1 711	1 711	-	
RESULTAT FINANCIER	- 1 631	-	-	- 1 631	- 1 631	-	
RESULTAT COURANT AVANT IS	- 302 630	-	0	- 302 630	- 302 630	-	
Produits exceptionnels s/opé.gestion	-			-	-	-	
Produits exceptionnels S/opé. en capital	15 922			15 922	15 922	-	
Reprises provisions & transferts de charges	-			-	-	-	
PRODUITS EXCEPTIONNELS	15 922			15 922	15 922	-	
Charges exceptionnelles s/opé.gestion	192			192	192	-	
Charges exceptionnelles s/opé en capital				-	-	-	
Dotations exceptionnelles amortis ,provisions				-	-	-	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	192			192	192	-	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	15 730		-	15 730	15 730	-	
Participation et intéressement ds salariés				-	-	-	
Impôts sur les bénéfices	-			-	-	-	
Crédit d'impôt famille	-			-	-	-	
TOTAL PRODUITS	1 403 063		449	1 403 512	1 403 512	-	
TOTAL CHARGES	1 689 963		448	1 690 412	1 690 412	-	
RESULTAT NET	- 286 900	-	0	- 286 900	- 286 900	-	

Montants en euros

Copie certifiée conforme par le
Directeur Général de Treize Développement

Philippe de MARQUEISSAC



Synthèse
Révision
Expertise
Comptable

89 Promenade Georges Pompidou
Prado Beach - CS 10022
13272 MARSEILLE CEDEX 08
Téléphone : 04 91 77 69 20
Télécopie : 04 91 77 08 32
e-mail : contact@syrec.fr
s i t e : [www . syrec . fr](http://www.syrec.fr)

SEM TREIZE DEVELOPPEMENT

*Hôtel du Département
52 Avenue de Saint Just
13004 MARSEILLE*

**Rapport spécial du commissaire aux comptes
sur les conventions réglementées
Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2015**

Copie certifiée conforme par le
Directeur Général de Treize Développement

Philippe de MARQUEISSAC



LRC/NI
n° 12942

SEM TREIZE DEVELOPPEMENT
Hôtel du Département
52 Avenue de Saint Just
13004 MARSEILLE

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées
Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article Article L. 225-38 du code de commerce.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

En application de l'article R. 225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Nous avons relevé la présence de conventions de mandat signées avec le Conseil Général des Bouches du Rhône.

Ces conventions sont expressément prévues à l'article 2 des statuts « objet » et sont réalisées à des conditions normales.

Le rapport de gestion de votre conseil d'administration mentionne dans la rubrique « Résultat de l'exercice 2015 » la liste de ces conventions de mandats, ainsi que pour chacune le montant de rémunérations inclus dans le chiffre d'affaires de votre société.

FAIT A MARSEILLE, LE 13 JUIN 2016

Le Commissaire aux Comptes
SYREC SA

Le Président Directeur Général

Luc-René CHAMOULEAU
Commissaire aux Comptes

Copie certifiée conforme par le
Directeur Général de Treize Développement

Philippe de MARQUEISSAC



SEM TREIZE DEVELOPPEMENT

*Hôtel du Département
52 Avenue de Saint Just
13004 MARSEILLE*

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2015**

Copie certifiée conforme par le
Directeur Général de Treize Développement

Philippe de MARQUEISSAC

LRC/NI
n° 12942

SEM TREIZE DEVELOPPEMENT
Hôtel du Département
52 Avenue de Saint Just
13004 MARSEILLE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2015

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 16 octobre 2014, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2015 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la SEM TREIZE DEVELOPPEMENT, établis en Euros, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Les modalités de comptabilisation des opérations réalisées, dans le cadre de conventions de mandats d'équipements, sont relatées dans le paragraphe 1.4.1 de l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

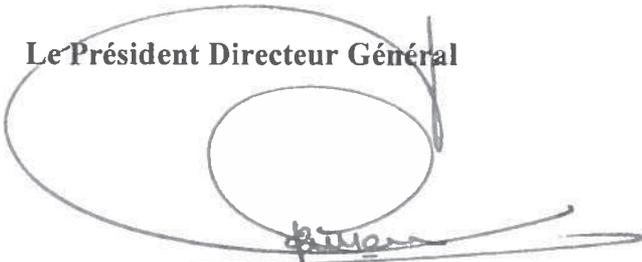
Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

FAIT A MARSEILLE, LE 13 JUIN 2016

**Le Commissaire aux Comptes
SYREC SA**

Le Président Directeur Général



**LUC-RENÉ CHAMOULEAU
Commissaire aux Comptes**

BILAN ACTIF

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2015	31/12/2014
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	11 725		11 725	11 725
ACTIF IMMOBILISE	11 725		11 725	11 725
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	305 493		305 493	508 305
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	4 775 159	56 648	4 718 511	7 210 478
Autres créances	976 158		976 158	1 507 370
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	2 477 399		2 477 399	6 564 812
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	13 099		13 099	1 939 050
ACTIF CIRCULANT	8 547 309	56 648	8 490 661	17 730 016
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	8 559 034	56 648	8 502 385	17 741 740

BILAN PASSIF

Rubriques	31/12/2015	31/12/2014
Capital social ou individuel (dont versé : 567 500)	567 500	567 500
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	56 750	56 750
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	23 843	374 235
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	(286 900)	(350 392)
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	361 192	648 093
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	34 443	77 000
Provisions pour charges	33 027	36 811
PROVISIONS	67 471	113 811
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 091 064	959 983
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 060	1 060
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 565 782	3 554 408
Dettes fiscales et sociales	408 091	760 371
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	3 911 961	11 608 250
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	95 765	95 765
DETTES	8 073 722	16 979 837
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	8 502 385	17 741 740

Résultat de l'exercice en centimes -286 900,42

Total du bilan en centimes 8 502 385,16

COMpte DE RESULTAT (en liste)

Rubriques	France	Exportation	31/12/2015	31/12/2014
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				717
Production vendue de services	1 252 783		1 252 783	1 966 733
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	1 252 783		1 252 783	1 967 451
Production stockée			(4)	
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			114 039	188 323
Autres produits			20 690	25 269
PRODUITS D'EXPLOITATION			1 387 509	2 181 043
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			(4)	717
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			913 837	1 120 964
Impôts, taxes et versements assimilés			16 769	32 668
Salaires et traitements			498 569	872 797
Charges sociales			224 441	405 840
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements				
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions			34 443	452
Autres charges			452	89 877
CHARGES D'EXPLOITATION			1 688 509	2 523 315
RESULTAT D'EXPLOITATION			(300 999)	(342 272)
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			80	179
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			80	179
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			1 711	0
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			1 711	0
RESULTAT FINANCIER			(1 631)	179
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			(302 630)	(342 094)

COMpte DE RESULTAT (suite)

<i>Rubriques</i>	<i>31/12/2015</i>	<i>31/12/2014</i>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	15 922	
Produits exceptionnels sur opérations en capital		20 937
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	15 922	20 937
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	192	8 299
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		20 936
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	192	29 235
RESULTAT EXCEPTIONNEL	15 730	(8 298)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		
TOTAL DES PRODUITS	1 403 512	2 202 159
TOTAL DES CHARGES	1 690 412	2 552 550
BENEFICE OU PERTE	(286 900)	(350 392)

ANNEXE

TREIZE DEVELOPPEMENT

ANNEXE AU BILAN DU 31/12/15

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2015, dont le total est de 8 502 385 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un résultat déficitaire de – 286 900 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er janvier au 31 décembre 2015.

Les tableaux joints à la présente annexe font partie intégrante des comptes annuels.

1- REGLES ET METHODES COMPTABLES

1.1. PRINCIPES GENERAUX

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendances des exercices.

La Loi comptable du 30 avril 1983 et son décret d'application 83-1020 du 29 novembre 1983, s'appliquent de droit aux Sociétés d'Economie Mixte régies par la Loi du 7 juillet 1983.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux règles édictées par le règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général homologué par l'arrêté du 8 septembre 2014 publié au Journal Officiel de la République Française du 15 octobre 2014. Ce règlement annule et remplace le règlement CRC n°99-03, communément dénommé PCG 1999, et tous les autres règlements homologués depuis 1999 et l'ayant modifié.

Les états financiers, ci-joints, ont été établis conformément à l'avis du Comité National de la Comptabilité du 18 mars 1999 pour les opérations de concession d'aménagement, ainsi que les avis antérieurs du 12 juillet 1984 et du 8 décembre 1993 pour les autres opérations. L'ensemble des recommandations énoncées par les guides comptables édités par la Fédération des EPL anciennement dénommée FNSEM (guides comptables professionnels des SEML activités immobilières et actions, et opérations d'aménagement) a également été respecté.

1.2. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

La société Treize Développement a été constituée en avril 2002.

Au 31 décembre 2015, Treize Développement a un portefeuille de 38 opérations de Mandats, dont 22 opérations en attente de » quitus :

- 8 avec le Conseil Général des Bouches-du-Rhône,
- 18 avec le Syndicat Départemental d'Incendie et de Secours des Bouches-du-Rhône,
- 1 avec la ville de Saint Remy de Provence,
- 4 avec l'Université de la Méditerranée,
- 1 avec le CROUS d'Aix-Marseille,
- 3 avec la ville de Rognac,
- 1 avec la ville de Vitrolles,
- 1 avec l'Association Entraide,
- 1 avec l'Université de Nice.

Outre ces opérations d'aménagement, la société Treize Développement poursuivi l'exécution d'études dans le domaine environnemental.

La société Treize Développement a créé en date du 1er décembre 2010 un groupement d'intérêt économique avec la société publique locale Terra Treize, groupement d'intérêt économique dont l'objet est de mettre en œuvre tous les moyens propres à faciliter, à développer, améliorer l'activité de ses membres.

Au cours de l'exercice 2015, le coût des moyens mis à disposition du GIE 13 CECA est évalué à la somme de 457 661 euros.

La totalité de ce coût est facturé au GIE 13 CECA qui refacture à ses membre cette somme, ainsi que ces propres charges suivants les clés de répartition suivantes :

- L'effectif de chacune des entités, effectif augmenté de la quote-part des salariés du GIE 13 CECA pour tout ce qui concerne les charges autres que la masse salariale ;
- Le chiffre d'affaires de chacune des sociétés pour ce qui concerne les prestations intellectuelles réalisées par les agents du GIE 13 CECA.

La quote-part des charges facturée à Treize Développement par le GIE 13 CECA au titre de l'exercice 2015 s'élève à la somme de 708 043 euros.

Les principales caractéristiques des comptes annuels 2015, peuvent être schématisées de la manière suivante :

Chiffre d'Affaires HT :	1 253 K€
Résultat d'exploitation :	- 301 K€
Résultat Financier :	- 2 K€
Résultat exceptionnel :	16 K€
Impôt Société :	0 K€
Résultat Net :	- 287 K€

1.3. PRINCIPALES METHODES UTILISEES

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 120-1 et suivants du code de commerce et respectent les prescriptions du Plan Comptable Général.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

1.4. INFORMATIONS SUR LES PRINCIPAUX POSTES DU BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

1.4.1. Mandats d'équipement

La société Treize Développement réalise au nom et pour le compte des Collectivités, des mandats de réalisation d'équipement.

A ce titre, l'ensemble des droits et obligations pris par le mandataire pour ordre et pour compte du mandant, sont inscrits à l'actif et au passif de notre bilan.

Ces droits et obligations correspondent à la somme des avances comptabilisées augmentée des produits financiers cumulés à la fin de l'exercice 2015. De ce solde sont déduites les dépenses constatées à fin 2015.

Les soldes des opérations de mandat dont les dépenses constatées ont été supérieures aux avances et produits financiers constatés, sont imputés à l'actif sous la rubrique « Autres créances » pour un montant de 749 060 euros.

Inversement, les soldes des opérations de mandat dont les avances et produits financiers constatés sont supérieurs aux dépenses constatées, sont imputés au passif sous la rubrique « autres dettes » pour un montant de 3 726 279 euros.

1.4.2. Autres postes

A. Avances et acomptes versés sur commandes

Ce poste correspond aux avances forfaitaires versées aux entreprises de travaux et aux maîtres d'œuvres dans le cadre des opérations de mandat. Au 31 décembre 2015, le montant de ces avances s'élève à 305 493 euros.

B. Créances clients et comptes attachés

Le montant brut de ce poste au 31 décembre 2015 s'élève à 4 775 159 euros. Il se répartit entre le fonctionnement et les opérations de mandat de la façon suivante:

- 988 382 euros au titre du fonctionnement dont :
 - 570 976 euros correspondant à la partie non réglée sur l'exercice de la rémunération de Treize Développement facturée en 2015 sur les opérations de mandats.
 - 137 760 euros correspondant à la partie non réglée sur l'exercice de la rémunération de Treize Développement facturée à fin 2015 sur les marchés relatifs à l'environnement.
 - 72 639 euros, correspondant à la partie non réglée sur l'exercice de la rémunération de Treize Développement facturée à fin 2015 sur les marchés relatifs aux conduites d'opérations.
 - 207 007 euros correspondant à la partie non réglée sur l'exercice des prestations liés au GIE 13 CECA créé avec la société Terra Treize.

- 3 786 777 euros au titre des opérations de mandat correspondant à la partie non réglée sur l'exercice des avances demandées en 2015.

Principe de dépréciation :

Certaines créances font également l'objet d'une dépréciation lorsqu'elles présentent un risque de non recouvrement. Ce risque est apprécié au cas par cas selon l'ancienneté de la créance et la probabilité de non recouvrement.

La provision constituée antérieurement à hauteur de 56 648 € a été conservé.

Le montant des avances demandées aux collectivités fluctue d'un exercice comptable à l'autre, compte tenu des besoins de trésorerie issus des derniers règlements de l'exercice et des prévisions de paiement devant intervenir début d'année suivante.

Pour mémoire ce montant était de 4 044 511 euros en 2014 pour les mandats.

C. Autres créances

Ce poste d'un montant de 976 158 euros, représente non seulement le solde de certaines opérations de mandat tel que défini ci-dessus pour 749 060 euros, mais aussi les différentes créances de fonctionnement propres à Treize Développement et ce pour 197 131 euros :

- créances de nature fiscale pour 191 518 euros,
- fournisseurs débiteurs pour 2 401 euros,
- et autres créances pour 3 212 euros.

Ainsi que les autres créances relatives aux opérations de mandat pour un montant de 29 967 euros correspondant à des fournisseurs débiteurs

D. Dettes fournisseurs

Ce poste s'élève à 2 565 782 euros et correspond aux dettes fournisseurs restants dues au 31 décembre 2015, respectivement sur :

- le fonctionnement pour 61 710 euros,
- les opérations de mandats pour 2 504 072 euros.

Le poste des fournisseurs sur opérations de mandats, correspond aux factures relatives à des prestations de 2015 comptabilisées sur l'exercice et qui ont données lieu à paiement au cours des premières séances de règlements de 2016.

La variation de l'en cours fournisseurs, au titre des opérations de mandat, d'un exercice comptable à l'autre, résulte de l'avancement des opérations. Une opération se trouvant en phase travaux, génère des dépenses mensuelles élevées ; à l'inverse, une opération se trouvant en phase étude, ou en phase de clôture, génère quant à elle moins de dépenses, ce qui explique les écarts entre les différents exercices.

E. Dettes fiscales et sociales

Ce poste d'un montant de 408 091 euros, représente les dettes fiscales et sociales propres au fonctionnement de Treize Développement.

F. Autres dettes

Ce poste d'un montant de 3 911 961 euros est ventilé comme suit :

- le solde de certaines opérations de mandat tel que défini ci-dessus pour un montant de 3 726 279 euros, et autres dettes sur mandats pour un montant de 114 071 euros.
- les différentes dettes de fonctionnement propres à Treize Développement pour 71 610 euros.

1.4.3. Trésorerie

Sous la rubrique « disponibilités » positionnée à l'actif du bilan, sont retranscrites les trésoreries positives des différentes opérations de mandat pour un montant de 2 475 808 euros et au titre du fonctionnement à 1 592 euros.

Sous la rubrique « emprunts et dettes auprès des établissements de crédit » positionnée au passif du bilan, sont retranscrites les trésoreries négatives des opérations de mandat qui s'élèvent à 1 019 806 euros ainsi que la trésorerie négative de la société pour un montant de 71 258 euros.

La variation des trésoreries des opérations de mandat d'un exercice à l'autre, dépend en grande partie de la phase où se trouvent les différentes opérations de mandat. Une opération se trouvant en phase chantier, entraîne comme indiqué ci-dessus des besoins en trésorerie élevés.

1.4.4. Provisions pour risques et charges

La provision pour risque présente à l'arrêté des comptes de l'exercice 2014 pour faire face à un risque prud'homal d'un montant de 77 000 euros a été reprise suite au rendu du jugement du 30/09/2015 en faveur de la société 13D. Cependant le salarié a saisi la cour d'appel.

Une provision pour risque a été dotée au titre de l'exercice 2015 pour faire face à un risque dans le cadre d'une clôture d'opération pour un montant de 34 443 euros.

1.4.5. Provisions pour engagements retraite

Depuis l'exercice 2005, la société Treize Développement, procède à l'analyse des engagements retraite (selon la méthode prospective) et comptabilise une provision pour engagement retraite.

La base de calcul de cette provision, est conforme au code du travail qui prévoit le montant de l'indemnité lors du départ à la retraite d'un salarié :

- un demi mois de salaire après 10 ans d'ancienneté ;

- un mois de salaire après 15 ans d'ancienneté ;
- un mois et demi de salaire après 20 ans d'ancienneté ;
- deux mois de salaire après 30 ans d'ancienneté.

Cette provision a été déterminée, en tenant compte :

- de l'ancienneté future des salariés, et ce à l'âge de leur départ en retraite (départ estimé à 65 ans pour l'ensemble du personnel) ;
- de la probabilité de départ de la société (probabilité plus importante pour les salariés les plus jeunes) ;
- de l'espérance de vie des salariés ;
- d'un facteur d'actualisation des salaires et du coût de la vie.

Elle a été complétée des incidences de la loi sur le financement de la sécurité sociale prévoyant une contribution de 50% à la charge de l'employeur.

Au titre de l'exercice 2015, une reprise de provision a été comptabilisée pour un montant de 3 331 euros, portant ainsi le montant global des provisions pour départ à la retraite à 33 027 euros. Cette provision est retraitée fiscalement.

1.4.6. Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice 2015 s'élève à 14 826 euros.

1.4.7 Rémunération des dirigeants

Sont à communiquer les rémunérations allouées aux membres des organes d'administration, de direction et de surveillance (R 123-196.1) pour autant que ces informations soient globales. Dans le cas de la société, ces informations seraient de nature à communiquer des informations personnelles. Aussi, ces sommes ne figurent-elles pas dans la présente annexe.

1.4.8 CICE

Un crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) a été comptabilisé dans les comptes 2015 pour un montant de 5 360 euros.

Le montant du CICE est calculé sur l'ensemble des rémunérations versées aux salariés au cours de l'année 2015 qui n'excèdent pas 2,5 fois le SMIC multiplié par un taux de 6 % pour l'année 2015. Ce crédit d'impôt a été enregistré en diminution des comptes de personnel conformément aux recommandations de l'Autorité Nationale de la Comptabilité

Treize Développement, membre du GIE CECA, soumis à l'impôt sur les sociétés, a comptabilisé proportionnellement à ses droits dans le GIE, une quote-part du CICE du GIE (50%).

En 2015, cette quote-part du CICE s'élève à 5 065 euros.

Le CICE a notamment été utilisé pour financer des actions de formation, des dépenses d'investissement, pour reconstituer le fonds de roulement.

1.5 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Néant.

2. INFORMATIONS BILAN ET RESULTAT

Cf. Tableaux Annexés ci-après :

- Immobilisations
- Amortissements
- Provisions et dépréciations
- Créances et dettes
- Détail des produits à recevoir
- Détail des charges à payer
- Détail des charges et produits constatés d'avance
- Variation des capitaux propres
- Affectation du résultat soumise à l'approbation de la prochaine AG
- Résultats des cinq derniers exercices
- Ventilation du Chiffre d'affaires
- Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

**SEMAPHORES
EXPERTISE**

TREIZE DEVELOPPEMENT
Etats Financiers au 31/12/2015

Page 14

**INFORMATIONS
BILAN ET RESULTAT**

IMMOBILISATIONS

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agencements, aménagements			
Install. techniques, matériel et outillage industriels			
Installations générales, agencements, aménagements			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier			
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	11 725		
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	11 725		
TOTAL GENERAL	11 725		

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agencements				
Installations techn., matériel et outillages industriels				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier				
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			11 725	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			11 725	
TOTAL GENERAL			11 725	

SEMAPHORES EXPERTISE	TREIZE DEVELOPPEMENT Etats Financiers au 31/12/2015	Page 16
---------------------------------	---	---------

AMORTISSEMENTS

<i>Rubriques</i>	<i>Début d'exercice</i>	<i>Dotations</i>	<i>Reprises</i>	<i>fin d'exercice</i>
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Terrains Constructions sur sol propre Constructions sur sol d'autrui Constructions installations générales, agencemnts, aménagmnts Installations techniques, matériel et outillage industriels Installations générales, agencements et aménagements divers Matériel de transport Matériel de bureau et informatique, mobilier Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
TOTAL GENERAL				

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
<i>Rubriques</i>	<i>Dotations</i>			<i>Reprises</i>			<i>Mouvements amortissements fin exercice</i>
	<i>Différentiel de durée et autres</i>	<i>Mode dégressif</i>	<i>Amort.fisc. exception.</i>	<i>Différentiel de durée et autres</i>	<i>Mode dégressif</i>	<i>Amort.fisc. exception.</i>	
FRAIS ETBL AUT. INC.							
Terrains Construct. - sol propre - sol autrui - installations Install. Tech. Install. Gén. Mat. Transp. Mat bureau Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

<i>Charges réparties sur plusieurs exercices</i>	<i>Début d'exercice</i>	<i>Augmentations</i>	<i>Dotations</i>	<i>Fin d'exercice</i>
Frais d'émission d'emprunts à étaler Primes de remboursement des obligations				

PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30 % Implantations étrangères avant 01/01/92 Implantations étrangères après 01/01/92 Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges Provisions pour garanties données aux clients Provisions pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Provisions pour pensions, obligations similaires Provisions pour impôts Provisions pour renouvellement immobilisations Provisions pour gros entretiens, grandes révis. Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer Autres provisions pour risques et charges	36 358 77 452		3 331	33 027
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	113 811	34 443	80 783	67 471
Dépréciations immobilisations incorporelles Dépréciations immobilisations corporelles Dépréciations titres mis en équivalence Dépréciations titres de participation Dépréciations autres immobilis. financières Dépréciations stocks et en cours Dépréciations comptes clients Autres dépréciations	56 648			56 648
DEPRECIATIONS	56 648			56 648
TOTAL GENERAL	170 459	34 443	80 783	124 119
Dotations et reprises d'exploitation Dotations et reprises financières Dotations et reprises exceptionnelles		34 443	80 783	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

CREANCES ET DETTES

<i>ETAT DES CREANCES</i>	<i>Montant brut</i>	<i>1 an au plus</i>	<i>plus d'un an</i>
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	11 725	11 725	
Clients douteux ou litigieux	67 751	67 751	
Autres créances clients	4 707 408	4 707 408	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	1 064	1 064	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	39 584	39 584	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	150 709	150 709	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	1 225	1 225	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	783 576	783 576	
Charges constatées d'avance	13 099	13 099	
TOTAL GENERAL	5 776 141	5 776 141	
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

<i>ETAT DES DETTES</i>	<i>Montant brut</i>	<i>1 an au plus</i>	<i>plus d'1 an,-5 ans</i>	<i>plus de 5 ans</i>
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	1 091 064	1 091 064		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	2 565 782	2 565 782		
Personnel et comptes rattachés	47 977	47 977		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	65 353	65 353		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	288 611	288 611		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	6 150	6 150		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	3 911 961	3 911 961		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	95 765	95 765		
TOTAL GENERAL	8 072 662	8 072 662		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR

31/12/2015

PRODUITS A RECEVOIR	235 846
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	234 782
4181000 Clients factures a etablr	234 782
AUTRES CREANCES	1 064
438700 Produits a recevoir	1 064
TOTAL DES PRODUITS A RECEVOIR	235 846

DETAIL DES CHARGES A PAYER

31/12/2015

CHARGES A PAYER	
	186 240
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	52 186
408100 FOURNISSEURS d'EXPLOITAT	52 186
DETTES FISCALES ET SOCIALES	67 643
428200 Dettes provisionnees pour congés payés	41 842
428610 PERSONNEL FRAIS A PAYER	6 134
438200 Charges sociales sur congés à payer	19 666
AUTRES DETTES	66 411
468600 Charges à payer	66 411
TOTAL DES CHARGES A PAYER	186 240

SEMAPHORES
EXPERTISETREIZE DEVELOPPEMENT
Etats Financiers au 31/12/2015

Page 21

DETAIL DES CHARGES & PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

31/12/2015

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	13 099
CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION 486000 Charges constatées d'avance	13 099 13 099
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	(95 765)
CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION 487000 Produits perçus d'avance	(95 765) (95 765)
TOTAL DES CHARGES & PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	(82 666)

SEMAPHORES
EXPERTISETREIZE DEVELOPPEMENT
Etats Financiers au 31/12/2015

Page 22

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

<i>Situation à l'ouverture de l'exercice</i>		<i>Solde</i>
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		648 093
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		648 093
<i>Variations en cours d'exercice</i>		
	<i>En moins</i>	<i>En plus</i>
	SOLDE	
<i>Situation à la clôture de l'exercice</i>		<i>Solde</i>
Capitaux propres avant répartition		648 093

AFFECTATION DES RESULTATS SOUMISE
A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

<i>1 - Origine</i>	<i>Montant</i>
Report à nouveau antérieur	23 842,87
Résultat de l'exercice	-286 900,42
TOTAL	-263 057,55

<i>2 - Affectations</i>	<i>Montant</i>
Report à nouveau	-286 900,42
TOTAL	-286 900,42

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN KE

<i>Rubriques</i>	<i>Chiffre d'affaires France</i>	<i>Chiffre d'affaires Export</i>	<i>Total 31/12/2015</i>	<i>Total 31/12/2014</i>	<i>% 15 / 14</i>
Rémunération des mandats	611		611	1 055	-42,13 %
Diagnostic et environnement					
Assistance à Maîtrise d'Ouvrage	2		2	74	-96,69 %
Conduite d'opérations	6		6	14	-58,29 %
Produits financiers concession				1	-100,00 %
Prestations refacturées au GIE	458		458	702	-34,76 %
Autres cessions concession				4	-100,00 %
Concession participation				(4)	-100,00 %
Environnement	176		176	122	44,24 %
TOTAL	1 253		1 253	1 967	-36,32 %

**SEMAPHORES
EXPERTISE**

TREIZE DEVELOPPEMENT
Etats Financiers au 31/12/2015

Page 24

**ENGAGEMENTS FINANCIERS,
AUTRES INFORMATIONS**

RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

<i>Date d'arrêté</i> <i>Durée de l'exercice (mois)</i>	<i>31/12/2015</i> <i>12</i>	<i>31/12/2014</i> <i>12</i>	<i>31/12/2013</i> <i>12</i>	<i>31/12/2012</i> <i>12</i>	<i>31/12/2011</i> <i>12</i>
<i>CAPITAL EN FIN D'EXERCICE</i>					
Capital social	567 500	567 500	567 500	567 500	567 500
Nombre d'actions - ordinaires	1 135	1 135	1 135	1 135	1 135
Nombre maximum d'actions à créer					
<i>OPERATIONS ET RESULTATS</i>					
Chiffre d'affaires hors taxes	1 252 783	1 967 451	6 603 478	5 108 841	5 952 774
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	(333 240)	(495 969)	(320 068)	124 593	(388 929)
Dot. Amortissements et provisions	(46 340)	(145 577)	47 065	89 394	157 146
Résultat net	(286 900)	(350 392)	(367 133)	35 200	(546 075)
<i>RESULTAT PAR ACTION</i>					
Résultat après impôt, participation, avant dot.amortissements, provisions	(294)	(437)	(282)	110	(343)
Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions	(253)	(309)	(323)	31	(481)
<i>PERSONNEL</i>					
Effectif moyen des salariés	9	17	31	39	51
Masse salariale	498 569	872 797	1 471 575	1 799 406	2 293 958
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	224 441	405 840	749 781	931 919	1 186 496

Copie certifiée conforme par le
Directeur Général de Treize Développement

Philippe de MARQUEISSAC